

# Comment faire contribuer la transition juste à la réalisation de l'Accord de Paris



# Comment faire contribuer la transition juste à la réalisation de l'Accord de Paris

**Auteurs :** Sangji Lee et Lisa Baumgartner (PNUD)

**Éditrice :** Kate Jean Smith (PNUD)

**Graphiste :** Peter Ørntoft Studio

**Photo de couverture :** © PNUD Kazakhstan/Yegor Goncharov

**Réviseurs techniques et contributeurs :**

Ezra Christopher (Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda), Marco Chinchilla Salazar (Gouvernement du Costa Rica), Saudamini Bagai, Bernd Hackmann, Woojoo Kim, Kenichi Kitamura (CCNUCC), Moustapha Kamal Gueye, Marek Harsdorff (OIT), Elizabeth Gulugulu (YOUNGO). Du PNUD : Dipanjan Basu, Jennifer Baumwoll, Jasmin Blessing, Rebecca Carman, Verania Chao, Shingirai Chitsike, Alana Craigen, Angarika Datta, Mariana Debbe, Cassie Flynn, Giulia Jacovella, Agripina Jenkins, Ankit Khanal, Chibulu Luo, Marcos Mancini, Annlyn Mc Phie, Nokutula Mhene, Shivani Nayyar, Christelle Odongo, Susanne Olbrisch, Ruchi Pant, Carlos Montenegro Pinto, Stefano Pistolese, Patricia Purcell, Ana Victoria Rojas, Anwasha Sarma, Sameera Savarala, Srinivas Shroff, Simone Smit, Miroslav Tadic, Bertrand Tessa, Catherine Wong, Smiljka Zivanovic.

**Révision de la traduction:** Omar Zemrag (PNUD)



## Avertissement de l'ONU

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, dont le Programme des Nations Unies pour le développement, ou des États membres des Nations Unies.

Le PNUD est l'organisation des Nations Unies chef de file en matière de lutte contre les injustices liées à la pauvreté, aux inégalités et au changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les pays à mettre en œuvre des solutions intégrées et durables pour les populations et la planète. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [undp.org/fr](https://undp.org/fr) ou suivez @UNDP.

## À propos de la Promesse climatique du PNUD

La Promesse climatique du PNUD est la plus grande offre mondiale de soutien aux CDN, couvrant plus de 120 pays et territoires, représentant 80 pour cent de tous les pays en développement dans le monde, dont 40 pays parmi les moins avancés, 28 petits États insulaires en développement et 14 grands émetteurs, afin d'améliorer leurs contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris mondial. En collaboration avec une grande variété de partenaires, il s'agit de la plus grande offre de soutien au monde pour le renforcement des engagements climatiques. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [climatepromise.undp.org/fr](https://climatepromise.undp.org/fr) et suivez @UNDPClimate.

Copyright ©PNUD 2022. Tous droits réservés.  
One United Nations Plaza, New York, NY 10017, USA

# Table des matières

<b>Acronymes</b>	<b>4</b>
<b>Avant-propos</b>	<b>5</b>
<b>Résumé analytique</b>	<b>6</b>
<b>1 Introduction</b>	<b>7</b>
1.1 Qu'est-ce qu'une « transition juste » ?	8
1.2 Cinq façons dont une transition juste peut contribuer à la réalisation de l'Accord de Paris	9
<b>2 Transition juste et action climatique : tendances clés</b>	<b>10</b>
<b>3 Les arguments en faveur d'une approche transformatrice de la transition juste</b>	<b>15</b>
3.1 La transition juste apporte les plus grands avantages grâce à la transformation économique dans tous les secteurs	17
3.2 Inclure toute la société pour que tout le monde fasse partie d'un avenir à zéro émission nette	19
3.3 Mettre l'accent sur les opportunités et les canaux de co-bénéfices de l'investissement nécessaire dans le capital humain et social	22
<b>4 Cadre du PNUD pour l'intégration de la transition juste dans les CDN et les SLT</b>	<b>24</b>
4.1 Évaluation : modélisation et évaluations de la transition	27
4.2 Engagement : dialogues sociaux et consultation des parties prenantes	28
4.3 Soutien au renforcement institutionnel, politique et des capacités	31
4.5 Finance	33
<b>5 Études de cas de pays</b>	<b>34</b>
5.1 Serbie	35
5.2 Afrique du sud	39
5.3 Costa Rica	43
5.4 Inde	47
5.5 Antigua-et-Barbuda	50
<b>6 Principaux enseignements tirés</b>	<b>55</b>
<b>7 Conclusions</b>	<b>57</b>
<b>Note méthodologique</b>	<b>61</b>

# Acronymes

AFAT	Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres
FIC	Fonds d'investissement climatique
OBC	Organisation basée sur la communauté
CdP	Conférence des Parties
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
UE	Union européenne
VE	Véhicule électrique
GES	Gaz à effet de serre
IEA	Agence internationale de l'énergie
OIT	Organisation internationale du travail
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
PIUP	Procédés industriels et utilisation des produits
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
SLT	Stratégies à long terme (atténuation)
ALC	Amérique latine et Caraïbes
SDFE-LT	Stratégies de développement et de faibles émissions à long terme
MAAN	Mesures d'atténuation appropriées au niveau national
BMD	Banque multilatérale de développement
IPM	Indice de pauvreté multidimensionnel
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
CDN	Contribution déterminée au niveau national
PDN	Plan de développement national
PNEC	Plan national énergie-climat
ONG	Organisation non gouvernementale
ODD	Objectif de développement durable
PEID	Petit État insulaire en développement
PME	Petites et moyennes entreprises
SFWG	Groupe de travail du G20 sur la finance durable
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
SG-ONU	Secrétaire général des Nations Unies

# Avant-propos



© PNUD Île Maurice/Stephane Bellerose

Depuis la révolution industrielle, les combustibles fossiles ont alimenté une croissance et un développement économiques extraordinaires, mais avec des coûts incalculables pour les personnes et la planète. En 2022, notre communauté mondiale est désormais confrontée à une urgence climatique qui frappe beaucoup plus rapidement et plus durement que prévu, affectant certaines des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Dans le même temps, la guerre en Ukraine démontre la précarité des politiques de sécurité énergétique qui dépendent des énergies fossiles d'une quelconque manière. Certains signes montrent que le monde évolue dans la bonne direction. De nombreux pays infléchissent la courbe des émissions mondiales de gaz à effet de serre vers le bas, même si le monde n'est toujours pas sur la bonne voie pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C<sup>1</sup>. Un nombre croissant de pays investissent désormais dans les énergies renouvelables et les déploient à grande échelle face à une crise énergétique mondiale. En effet, le délai de récupération des investissements dans des projets tels que le solaire et l'éolien est réduit à seulement 12 mois dans certains cas<sup>2</sup>.

Il est désormais urgent de mettre en place les conditions nécessaires pour accélérer cet élan à travers le monde. Ce point nécessitera une volonté politique, des approches à l'échelle de l'économie, des politiques intelligentes et un soutien à l'innovation de base. En particulier, les pays doivent mettre un prix sur le carbone, éliminer progressivement les subventions aux combustibles fossiles, déplacer la taxation des personnes vers la pollution, et encourager les investissements dans l'énergie verte et les infrastructures qui font progresser les objectifs de développement durable. Partant du principe que seule la coopération multilatérale permettra d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, les pays en développement ont besoin d'un soutien sur mesure afin de faire avancer une transition juste vers un avenir à zéro émission nette qui soit juste et inclusif. Cela doit notamment impliquer de nouveaux efforts internationaux afin d'étendre les mesures d'allègement de la dette aux pays en développement et leur accorder les liquidités et les capitaux dont ils ont tant besoin. En outre, il convient de tenir compte du fait que les communautés qui dépendent des combustibles fossiles ont besoin d'aide afin d'acquérir de nouvelles

compétences et accéder à la protection sociale.

Ce rapport opportun offre de nouvelles informations sur les tendances clés, les enjeux et les exemples de meilleures pratiques par pays afin de construire une base de données probantes solides (y compris des évaluations d'incidence socio-économique), pour aider à faire avancer une transition juste dans des pays tels que le Zimbabwe, la Serbie et le Costa Rica, qui ont été soutenus par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Par ailleurs, il convient de considérer les efforts d'Antigua-et-Barbuda pour garantir que toutes les communautés puissent avoir leur mot à dire dans la transition juste (notamment les travailleurs actuellement employés dans l'industrie des combustibles fossiles), alors que le gouvernement s'engage à atteindre des objectifs audacieux en matière d'énergie renouvelable d'ici 2030. En particulier, seulement 38 pour cent des pays ont intégré les principes de transition juste dans leurs CDN améliorées, une lacune de planification que la Promesse climatique du PNUD aide les pays à combler alors qu'ils passent à la phase de mise en œuvre.

L'ensemble de la famille des Nations Unies (ONU), y compris le PNUD et nos partenaires, continuera d'aider les pays et les communautés à co-investir dans une transition juste vers un avenir à zéro émission nette. Alors que notre fenêtre d'action pour limiter les pires effets du changement climatique se ferme rapidement, la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP27) en Égypte doit être l'occasion pour les pays de surmonter leurs différences, se concentrer sur des intérêts communs et veiller à ce que nous entamions une toute nouvelle ère : celle de la révolution verte, centrée sur une transition juste qui ne laisse vraiment personne de côté.



**Achim Steiner**

Administrateur,  
Programme des Nations Unies pour le  
développement (PNUD)

# Résumé analytique

Des inondations sans précédent au Pakistan aux vagues de chaleur record en Europe, les incidences de la crise climatique sont plus évidentes que jamais. Seule solution à la catastrophe climatique qui s'annonce : nous devons complètement décarboner. Et nous devons le faire maintenant.

L'histoire, toutefois, a montré qu'une transformation rapide s'accompagne du risque d'une plus grande inégalité sociale et de troubles civils, ainsi que de perturbations des entreprises, des secteurs et des marchés.

Pour faire face à cet enjeu, les pays repensent les voies de développement afin d'atteindre l'échelle, la portée et la rapidité de la transformation environnementale et socio-économique requise. Ils prennent ainsi de plus en plus de mesures afin d'assurer une transition juste de leurs économies, dans le but de ne laisser personne de côté.

De manière prometteuse, ce rapport constate que cet engagement croissant (ainsi que la re-

connaissance du rôle de la transition juste dans la réalisation de l'Accord de Paris) se reflète dans un nombre accru de politiques climatiques nationales.

Les principes d'une transition juste sont désormais explicitement cités dans 38 pour cent des contributions déterminées au niveau national (CDN) et 56 pour cent des stratégies à long terme (SLT). Parmi celles-ci, seules 17 pour cent des CDN améliorées et 55 pour cent des SLT disposent toutefois de sections dédiées à la question. Il reste donc beaucoup plus à faire.

**Cependant, les avantages d'une transition juste sont nombreux : elle favorise notamment le soutien public pour une révolution des emplois verts et aide à trouver des solutions locales. Il est important de noter qu'une transition juste recèle également le potentiel d'un changement social plus profond, en réformant les systèmes existants qui compromettent l'équité climatique et l'égalité sociale.**

Ce rapport constate que des progrès sont accomplis et qu'il existe des tendances claires. Les SLT, par exemple, abordent plus systématiquement la transition juste que les CDN. Actuellement, le secteur de l'énergie est celui qui reçoit le plus d'attention pour une transition juste.

Toutefois, le PNUD est fermement convaincu qu'une approche globale de l'ensemble de l'économie et de la société (une approche qui s'adresse à tous les secteurs et sécurise l'adhésion de toutes les parties) apportera les plus grandes réussites en matière de développement.

En outre, le PNUD estime que, pour libérer tout le potentiel de la décarbonation, les opportunités et les co-bénéfices doivent être poursuivis parallèlement à l'investissement dans le capital humain et social.

**Dans le cadre de l'initiative de la Promesse Climatique, le PNUD aide désormais 34 pays et territoires à travers le monde à renforcer les principes, procédés et pratiques d'une transition juste par le biais du Cadre du PNUD pour l'intégration de la transition juste dans les CDN et les SLT.**

En incorporant des approches de transition juste dans les CDN et les SLT, ces 34 pays et territoires cherchent à faire progresser l'action climatique inclusive en tenant compte de l'ensemble des secteurs et des parties prenantes, en reconnaissant et en écoutant tous les groupes, y compris les plus vulnérables, mais aussi, et surtout, en leur donnant les moyens d'agir.

Il existe quatre principaux domaines de soutien à ce travail :



**Évaluation** : évaluations qualitatives et quantitatives ainsi que modélisation pour estimer les impacts des mesures de CDN et de SLT.



**Engagement** : dialogues sociaux et consultation des parties prenantes pour parvenir à un consensus sur les objectifs et les stratégies de transition juste.



**Renforcement institutionnel, politique et des capacités** : renforcement des politiques sociales et économiques ainsi que soutien aux travailleurs et aux entreprises pour les emplois verts.



**Financement** : investissement public et privé pour opérationnaliser les stratégies de transition juste.

Ce rapport explique ce que signifie une transition juste pour le PNUD, souligne pourquoi elle est essentielle à la réalisation de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durable (ODD), et présente les tendances mondiales et régionales en matière de transition juste. Il fournit également un examen plus approfondi du Cadre du PNUD pour l'intégration d'une transition juste dans les CDN et les SLT, et met en évidence, à travers des études de cas de pays, comment le PNUD soutient ce travail en Serbie, en Afrique du Sud, au Costa Rica, en Inde et à Antigua-et-Barbuda.

# 1

# Introduction

Inondations sans précédent au Pakistan. Chaleur torride et incendies de forêt à travers l'Europe. Précipitations record sur la côte est de l'Australie. Les gros titres internationaux de 2022 continuent d'être accaparés par les événements météorologiques extrêmes à travers les continents, offrant un aperçu de l'avenir si nous ne parvenons pas à résoudre la crise climatique.

La science continue également à livrer des nouvelles qui donnent à réfléchir : les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) sont à un niveau historique et, les sept dernières années, de 2015 à 2021, ont été les plus chaudes jamais enregistrées.

Les conséquences d'une planète qui se réchauffe sont plus claires que jamais. Il en va de même pour les avertissements : le [Sixième rapport d'évaluation](#) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) souligne que le fait de ne pas réduire les émissions de GES nuira à la santé humaine et à la biodiversité dans le monde entier, et en-

traînera des pertes irréversibles plus tôt qu'on ne le pensait.

La seule voie à suivre est de réduire immédiatement et considérablement nos émissions de GES ainsi que de passer à une économie de l'énergie propre.

Depuis 2015, le monde s'est engagé à mettre en place un cadre mondial pour diriger l'action contre le changement climatique. Dans le cadre de cet accord historique, l'Accord de Paris, signé par 194 pays, les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les stratégies à long terme (SLT) sont les outils clés permettant aux pays à la fois de réduire leurs émissions et de s'adapter. En tant que feuilles de route respectives à court terme (5 ans) et à long terme (20 à 30 ans), il s'agit essentiellement du plan directeur de la manière dont les nations atteindront l'échelle, la portée et la vitesse de transformation environnementale et économique nécessaires afin de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius maximum.



© PNUD Eurasie/Vladimir Zivonijovic

**Toutefois, les enjeux et les opportunités ne résident pas uniquement dans la course à la réduction des émissions de GES. Il existe également de profondes implications sociales dans la façon dont nous le faisons : des implications pour la justice sociale, les droits humains, l'égalité de genre, la santé, l'enseignement, l'emploi et les moyens de subsistance. Parmi les plus vulnérables figurent les pauvres, en particulier les femmes pauvres, les minorités ethniques et les personnes handicapées.**

Nous savons que les efforts visant à atténuer les changements climatiques peuvent avoir des conséquences néfastes imprévues.

La réduction de la déforestation, par exemple, peut entraîner des réductions d'émissions et d'autres co-bénéfices, mais en même temps, si elle n'est pas bien gérée, elle peut affaiblir les peuples autochtones et d'autres communautés locales en leur refusant l'accès aux moyens de subsistance basés sur la forêt.<sup>3</sup> De même, dans le cas de la transition vers les énergies renouvelables, les ménages pauvres risquent d'être touchés de manière disproportionnée par les flambées des prix de l'énergie et des matières premières.

Le monde du travail est confronté à des enjeux spécifiques. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), si le maintien du réchauffement climatique en dessous de 2 degrés Celsius pourrait créer 18 millions d'emplois nets dans le monde, l'abandon des combustibles fossiles pourrait également entraîner la perte de 6 millions d'emplois bruts d'ici 2030, principalement dans le secteur de l'énergie.<sup>4</sup> Ces transitions devront être gérées avec précaution par les gouvernements.

Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, les enjeux de la transition ne se limitent pas à un seul pays, les politiques climatiques d'un gouvernement pouvant se répercuter au-delà des frontières. Par exemple, les pays qui dépendent du tourisme peuvent être affectés par la taxe d'un autre pays sur les carburants d'aviation qui fait augmenter le coût des vols.

Il existe également d'autres enjeux. Par exemple, les gouvernements peuvent hésiter à adopter des politiques de réduction des émissions, craignant que l'augmentation des coûts de production nationaux n'incite les industries à délocaliser leur production.

### L'histoire a montré que les questions de justice, d'inclusivité et de transparence doivent être au cœur de la transformation.

Les gouvernements ne peuvent pas faire face à la crise climatique sans aborder l'équité et la justice. Les gilets jaunes, [mouvement de protestation en France](#) apparu en 2018 (déclenché par une proposition de taxe verte sur le diesel et l'essence), offre un exemple de ce qui se produit lorsque les travailleurs se sentent marginalisés, privés de leurs droits et défavorisés. Les troubles civils au Chili en 2021, puis en Équateur en 2022, offrent des leçons similaires.

### Une transition verte vers un avenir à zéro émission nette est essentielle pour débloquer les objectifs climatiques mondiaux de l'Accord de Paris.

Bien que l'Accord de Paris fixe une direction claire, il appartient à chaque pays de décider de la voie de transition qu'il empruntera. Si elle n'est pas bien gérée, la transformation socio-économique requise risque d'aggraver davantage les inégalités sociales, l'exclusion

et les troubles civils, avec des entreprises, secteurs et marchés moins compétitifs.

Les pays reconnaissent de plus en plus ces risques et prennent à leur tour des mesures pour soutenir une transition juste de leurs économies. Autrement dit, les pays choisissent de renforcer les voies de transition qui consolident l'égalité et l'inclusivité, dans le but de ne laisser personne de côté.

En tant qu'agence qui lutte à la fois contre le changement climatique et aborde les inégalités, le PNUD, par le biais de son initiative phare de la [Promesse Climatique](#), aide 34 pays et territoires à intégrer les principes, le procédé et la pratique d'une transition juste dans leurs CDN et SLT.

Que nous apprend donc cette expérience sur la manière dont les pays abordent la transition juste ?

## 1.1. Qu'est-ce qu'une « transition juste » ?

Le concept de transition juste trouve ses origines dans les années 1980, dans un mouvement des syndicats américains visant à protéger les travailleurs touchés par les nouvelles réglementations sur la pollution de l'eau et de l'air.

Ces dernières années, cependant, le concept a gagné du terrain avec une portée élargie. En 2012, il a été intégré dans les résultats du Sommet de la Terre « Rio+20 ». En 2015, il a été reconnu dans le préambule de l'Accord de Paris.

La question occupe de plus en plus une place prépondérante dans les discussions sur la transition énergétique, axées en grande partie sur la garantie que le déploiement rapide de technologies à faible émission de carbone et les changements systémiques vers la décarbonation sont inclusifs et intégrés aux priorités de développement à tous les niveaux.

L'OIT a défini la transition juste de la manière suivante : « Une transition juste signifie rendre l'éco-

nomie plus verte d'une manière qui soit aussi équitable et inclusive que possible pour toutes les personnes concernées, en créant des opportunités de travail décent et en ne laissant personne de côté ». Entre-temps, le GIEC a défini les éléments communs d'une transition juste (Encadré 1).

Pourtant, alors que le concept est maintenant largement utilisé pour plaider en faveur de la justice sociale et de l'équité dans l'action climatique, il n'existe pas de définition universellement acceptée. La perception varie ainsi selon les pays et les régions.

### Pour le PNUD, la transition juste est fondamentalement une question de principe, de procédé et de pratique.

Il est implicitement reconnu que les transitions peuvent être perturbatrices et qu'un effort délibéré est nécessaire pour les rendre fluides. Le cadre de soutien du PNUD consiste donc à accroître la sensibilisation des pays aux **principes** d'une transition juste, à renforcer leur capacité à s'engager dans des **procédés** de transition juste, et à développer leur capacité à mettre en œuvre des **pratiques** de transition juste.

Encadré 1 :

### Les 11 éléments d'une transition juste selon le GIEC

Le GIEC a défini 11 éléments d'une transition juste dans son dernier rapport d'évaluation mondial:

1. Investissements dans la mise en place de technologies et de secteurs à faible émission et à forte intensité de main-d'œuvre
2. Recherche et évaluation précoce des incidences sociales et sur l'emploi des politiques climatiques
3. Dialogue social et consultation démocratique des partenaires sociaux et des parties prenantes
4. Création d'emplois décents, politiques actives des marchés du travail, et droits au travail
5. Équité dans l'accès et l'utilisation de l'énergie
6. Diversification économique reposant sur des investissements à faible intensité de carbone
7. Programmes de formation/recyclage réalistes qui débouchent sur un travail décent
8. Politiques spécifiques en matière de genre qui favorisent des résultats équitables
9. Promotion de la coopération internationale et des actions multilatérales coordonnées
10. Réparation des torts passés et des injustices perçues
11. Prise en considération des préoccupations de justice intergénérationnelle, telles que les incidences des décisions politiques sur les générations futures



© Eric Fererberg, AFP

## 1.2 Cinq façons dont une transition juste peut contribuer à la réalisation de l'Accord de Paris

### 1. En mobilisant le public

L'application des principes de transition juste par le biais de procédés décisionnels collectifs et participatifs est essentielle afin d'obtenir un large soutien public et de permettre une plus grande ambition climatique. Selon les résultats du [Vote populaire pour le climat du PNUD](#), l'investissement dans les entreprises et les emplois verts est l'une des politiques climatiques les plus soutenues au monde, ce qui souligne la demande d'une approche multidimensionnelle qui non seulement réduit les émissions de GES, mais augmente également le produit intérieur brut (PIB), crée des emplois et assure un avenir juste et équitable pour tous.

### 2. En soutenant une révolution des emplois verts

Selon une étude menée par l'OIT, si nous mettons en œuvre toutes les mesures nécessaires pour réaliser l'Accord de Paris et investissons dans une [économie circulaire](#), il pourrait y avoir un gain net de 24 millions d'emplois d'ici 2030.<sup>5</sup> L'application d'approches de transition juste contribuera à garantir que ces emplois sont décents<sup>6</sup> (avec des salaires décents garantis, des protections de sécurité au travail appropriées et des prestations de santé) et qu'ils contribuent à l'éradication de la pauvreté et à l'inclusion sociale.

### 3. En jetant les bases d'une économie nette zéro et résiliente

Une transition juste est une condition nécessaire pour atteindre l'économie politique d'un avenir à zéro émission nette. Sans stratégies pour gérer le procédé et l'inci-

dence du changement, les réactions négatives sociopolitiques pourraient ralentir le rythme de la décarbonation. Inversement, des procédés de planification transparents avec la participation active d'une large gamme de parties prenantes peuvent aider à minimiser la peur, l'opposition et les conflits intercommunautaires et générationnels. L'intégration de la transition juste dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris permet également de mettre en évidence le capital humain et social nécessaire afin d'atteindre l'objectif de zéro émission nette.

### 4. En dirigeant des solutions locales contextualisées

Il est nécessaire de développer une vision locale pour une transition juste. Des concepts de transition mal définis ou mal contextualisés peuvent conduire à de fausses solutions. Des définitions trop larges ou trop générales peuvent rendre le concept inapplicable. Afin de débloquer les avantages d'une transition juste, les pays doivent comprendre les incidences socio-économiques au moyen d'évaluations et de larges consultations des parties prenantes.

### 5. En renforçant l'urgence des efforts concertés

Afin d'éviter une catastrophe climatique, le monde doit s'orienter à une échelle sans précédent vers un avenir plus propre, plus vert et plus résilient. Pour garantir que cette transition se produise rapidement, tout en réduisant les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale, les dirigeants doivent rester concentrés sur les CDN et les SLT de l'ensemble de l'économie qui intègrent des approches de l'ensemble de la société.

②

# Transition juste et action climatique : tendances clés



## L'importance de la transition juste est désormais reconnue, avec des principes reflétés dans 38 % des CDN, 56 % des stratégies à long terme et un nombre croissant d'initiatives mondiales de premier plan

De nombreux pays ont reconnu les enjeux socio-économiques qui accompagnent l'abandon des combustibles fossiles et prennent des mesures pour protéger les communautés et les travailleurs les plus exposés. Fait prometteur, beaucoup reconnaissent officiellement les principes d'une transition juste dans leurs CDN et SLT dans le cadre de l'Accord de Paris.

→ Sur les 170 pays ayant soumis des CDN actualisées au 31 octobre 2022, 65 (38 pour cent) font référence à une transition juste<sup>7</sup> (Figure 1, au verso). Il existe une répartition presque égale entre les pays développés et les pays en développement qui franchissent cette étape (51 pour cent contre 49 pour cent respectivement), avec l'Europe centrale et orientale en tête, suivie par l'Amérique et les Caraïbes, puis l'Afrique, tandis que l'Asie-Pacifique et les États arabes prennent du retard.

→ Sur les 52 SLT soumises au 31 octobre 2022, 29 (56 pour cent) font référence à une transition juste. Sur ces 29 pays, un plus grand nombre de pays développés (19) ont soumis des SLT par rapport aux pays en développement (10), avec l'Europe centrale et orientale en tête (17 soumissions). Viennent ensuite l'Asie-Pacifique et l'Amérique et les Caraïbes, tandis que l'Afrique et les États arabes prennent du retard.

→ Plus de 19 pays ont mis en place des commissions nationales de transition, des groupes de travail, des dialogues et/ou des politiques connexes.<sup>8</sup> Parallèlement, les initiatives mondiales et régionales qui font progresser la transition juste s'accroissent (Encadré 2).

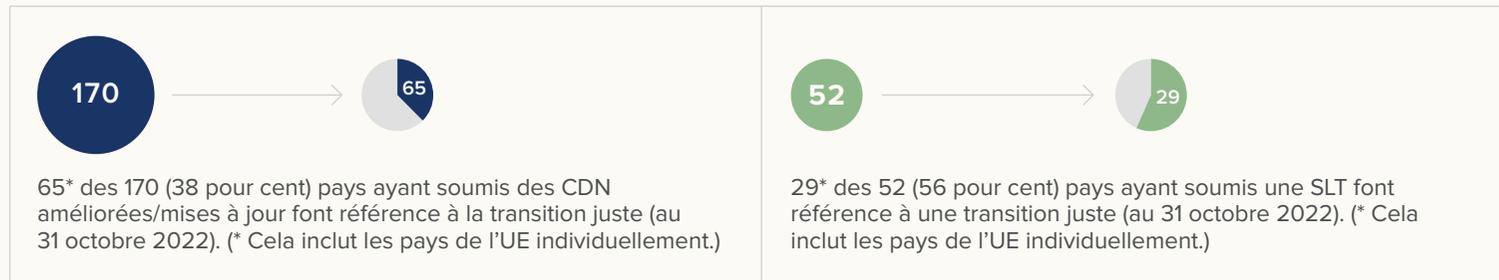
Pour plus d'informations sur l'approche analytique du PNUD, consulter la note méthodologique.

Encadré 2 :

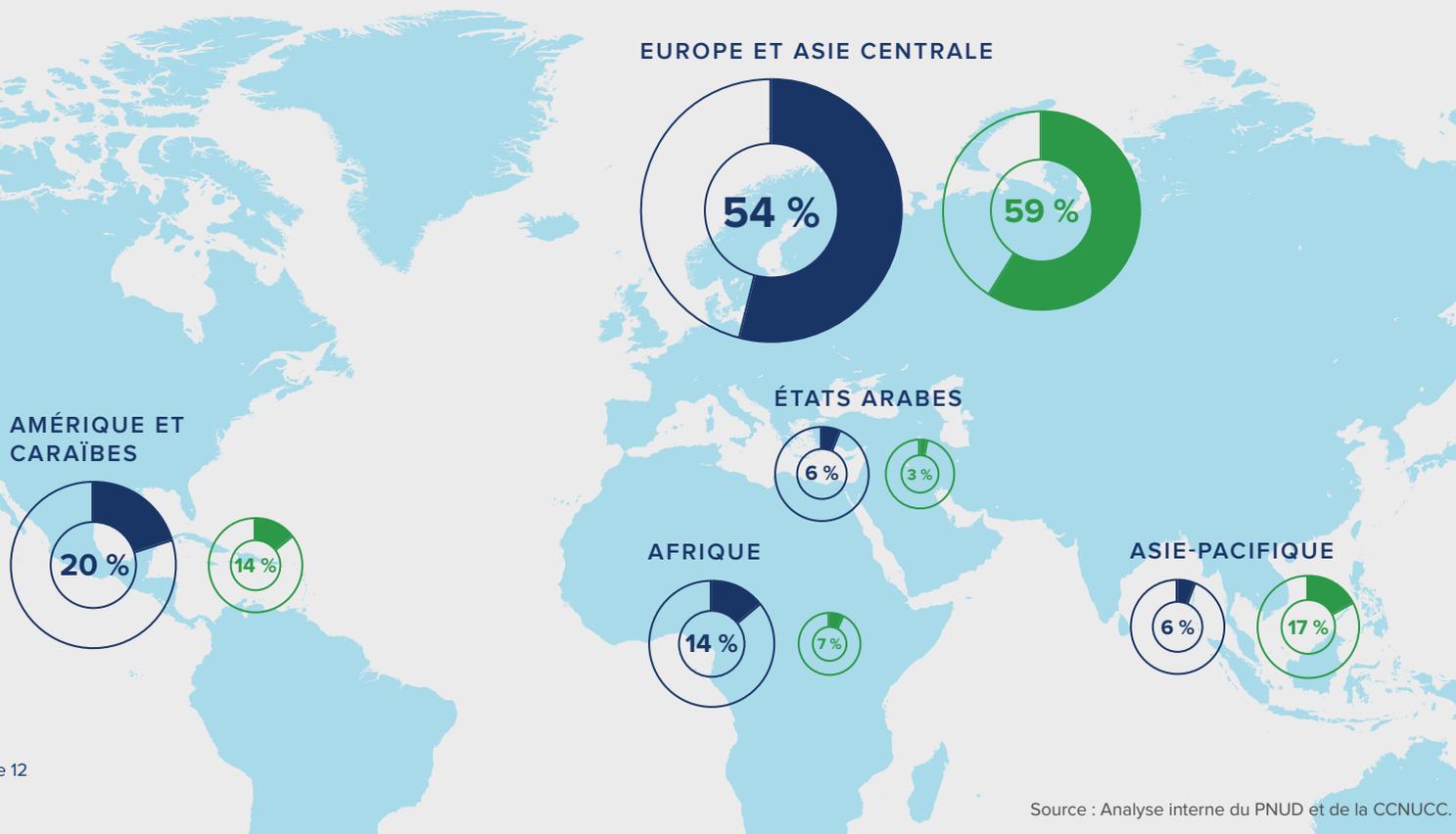
### Croissance des initiatives de transition juste

2018	Déclaration sur la transition juste de 2018 ( <b>Déclaration de Silésie</b> ) adoptée à la COP24 – 53 signataires
2019	<b>Initiative Action climatique pour l'emploi</b> lancée lors du Sommet sur l'action climatique du SG-ONU – 49 signataires
2021	<b>la Déclaration sur la transition juste</b> promet un financement pour l'action climatique et la décarbonation dans les pays en développement
	<b>Groupe de travail sur la transition juste pour l'alignement sur Paris des BMD</b> : s'engager à faire progresser 5 principes de haut niveau qui guident le soutien destiné à une transition juste et sensible au genre de manière cohérente, crédible et transparente
	Le <b>programme d'investissement pour accélérer la transition dans le domaine du charbon (ACT)</b> du Fonds d'investissement climatique (FIC) vise à faire progresser une transition juste de l'énergie au charbon vers une énergie propre dans les économies émergentes.
	<b>Le mécanisme de l'UE pour une transition juste</b> vise à soutenir les efforts nationaux pour une transition juste.
2022	<b>Le partenariat pour une transition énergétique juste en Afrique du Sud</b> vise à accélérer la décarbonation de l'économie sud-africaine, en mettant l'accent sur le système électrique.
	<b>Le groupe de travail du G20 sur la finance durable</b> se propose de définir un Cadre pour une transition juste.

Figure 1 :  
**Transition juste dans la planification climatique à court et à long terme**



● CDN faisant référence à une transition juste, par région  
● SLT faisant référence à une transition juste, par région



**Pourcentage de régions faisant référence à la transition juste dans les CDN (en pourcentage des CDN soumises par région)**

Europe et Asie centrale	73 %
Asie-Pacifique	12 %
Amérique et Caraïbes	42 %
Afrique	21 %
États arabes	25 %

**Pourcentage de régions faisant référence à la transition juste citée dans les SLT (en pourcentage des SLT soumises par région)**

Europe et Asie centrale	65 %
Asie-Pacifique	38 %
Amérique et Caraïbes	50 %
Afrique	50 %
États arabes	100 %

**Toutefois, il est possible d'en faire davantage pour ancrer la transition juste dans les plans climatiques : seulement 17 % des CDN et 55 % des SLT disposent de sections dédiées à cette question clé**

Sur les 65 CDN faisant référence à la transition juste, 11 (17 pour cent) seulement incluent un chapitre ou une section dédié(e) à la question, tandis que seulement huit (12 pour cent) reconnaissent que la transition juste est transversale (Figure 2). Cela indique qu'il est possible d'en faire davantage pour renforcer le descriptif et signaler l'intention politique, ancrant ainsi plus complètement les principes dans la planification et la mise en œuvre climatiques.

Au total, 47 CDN (72 pour cent) établissent des liens entre la transition juste et les incidences socio-économiques de la réponse au changement climatique et/ou la transition vers le zéro émission nette, mais seulement trois (5 pour cent) définissent des liens avec les plans de diversification économique.

Il est important de noter que 43 CDN (66 pour cent) décrivent des actions ou des mesures concrètes de transition juste, démontrant l'engagement national à financer et à mettre en œuvre

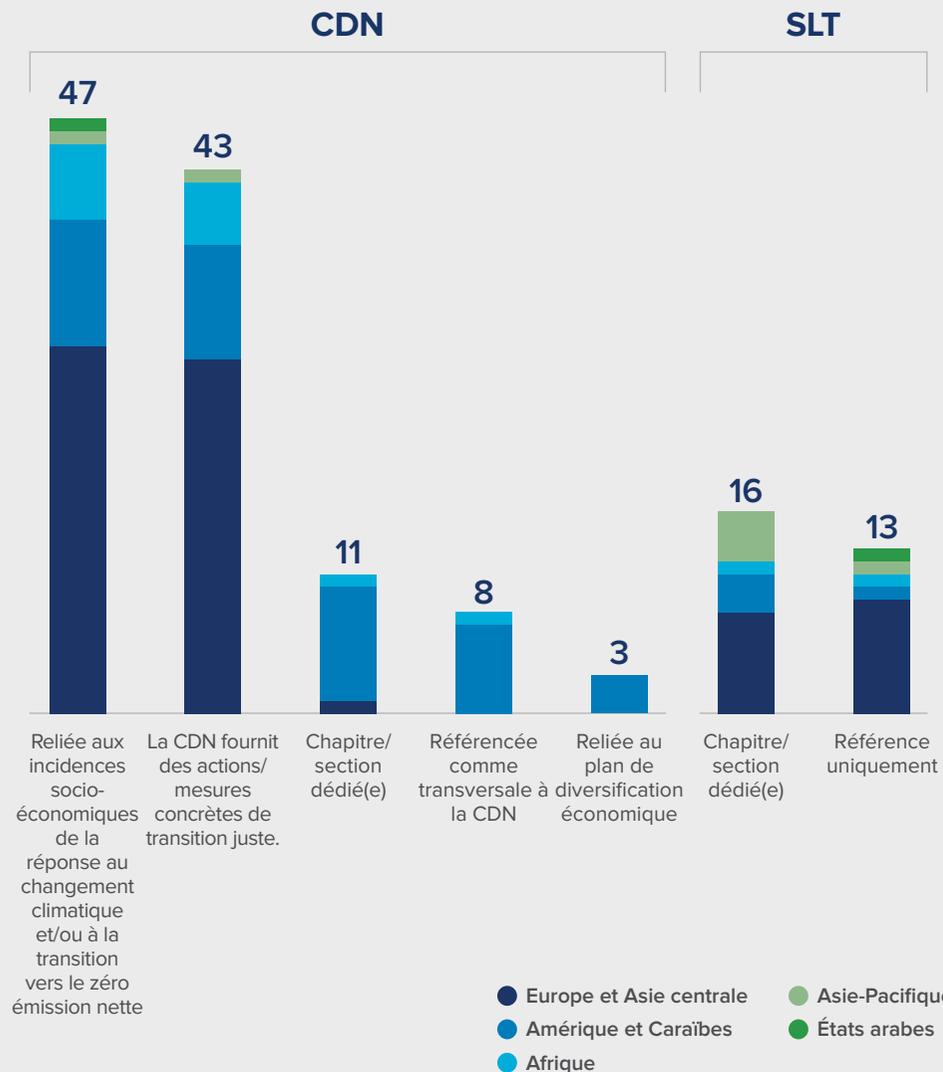
les activités.

Les pays développés représentent près de 70 pour cent des CDN avec des mesures concrètes et/ou des liens avec les incidences socio-économiques. L'Amérique et les Caraïbes représentent presque toutes les CDN avec des sections dédiées à la transition juste et/ou à d'autres liens définis.

Sur les 29 SLT abordant la transition juste, 16 (55 pour cent) incluent un chapitre ou une section dédié(e) à la question, tandis que les autres font brièvement référence à la transition juste. Les pays développés représentent 63 pour cent des SLT les plus complètes à cet égard.

Figure 2 :

**La quantité face à la qualité ? Comment une transition juste est référencée dans les CDN améliorées et les SLT ?**



Source : Analyse interne du PNUD et de la CCNUCC.

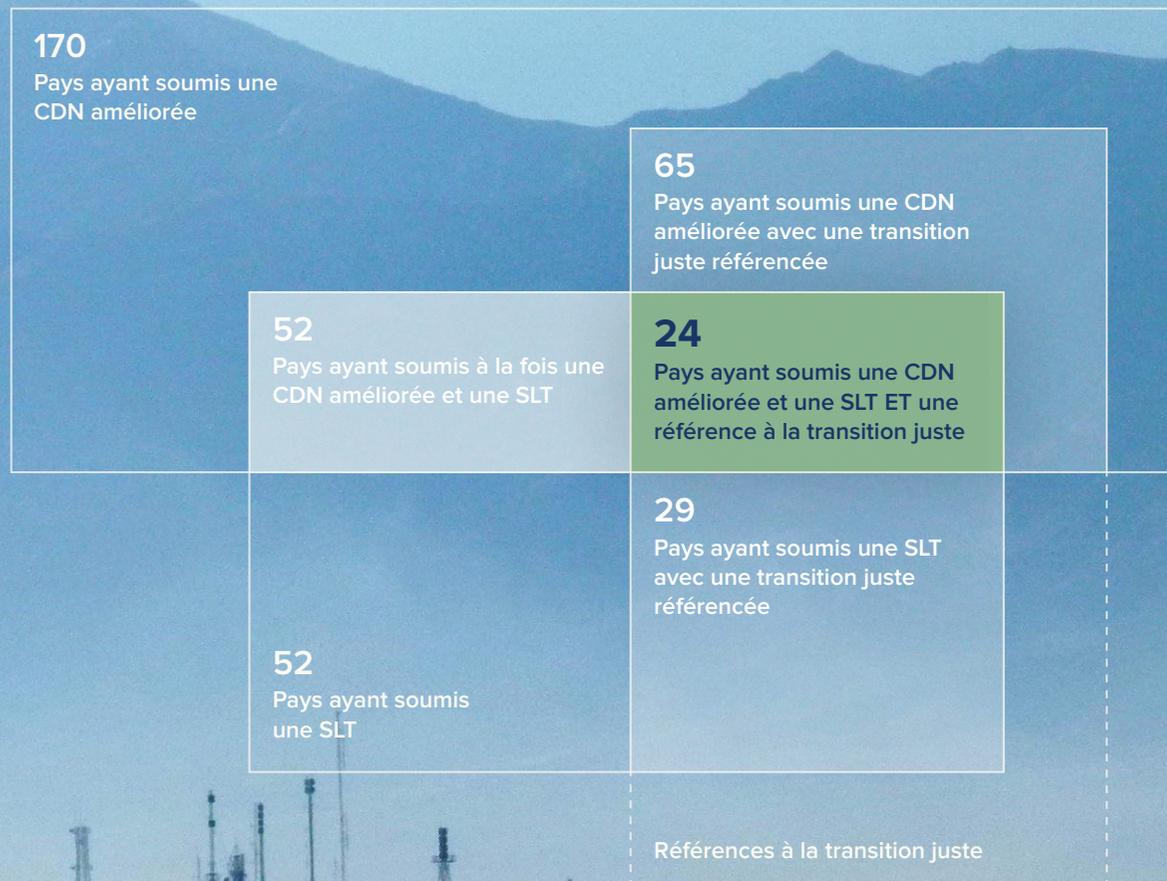
## Les stratégies à long terme abordent plus systématiquement la transition juste que les CDN améliorées

Proportionnellement, les pays qui ont soumis des SLT sont plus susceptibles d'inclure des références à la transition juste que les pays qui n'ont soumis que des CDN.

Sur les 52 pays ayant soumis à la fois une SLT et une CDN, 24 font référence à une transition juste dans les deux cas (Figure 3). Bon nombre de ces pays (71 pour cent) font partie de l'UE ou sont des pays candidats à l'adhésion à l'UE. Les pays non membres de l'UE faisant référence à une transition juste à la fois dans leur CDN et leur SLT sont principalement de grands émetteurs dans leurs régions.

Figure 3 :

### Cartographie du chevauchement de la transition juste dans les CDN améliorées et les SLT



③

# Les arguments en faveur d'une approche transformatrice de la transition juste



## L'énergie est le secteur qui s'intéresse le plus à la transition juste, mais d'autres secteurs peuvent apporter des gains de développement plus importants

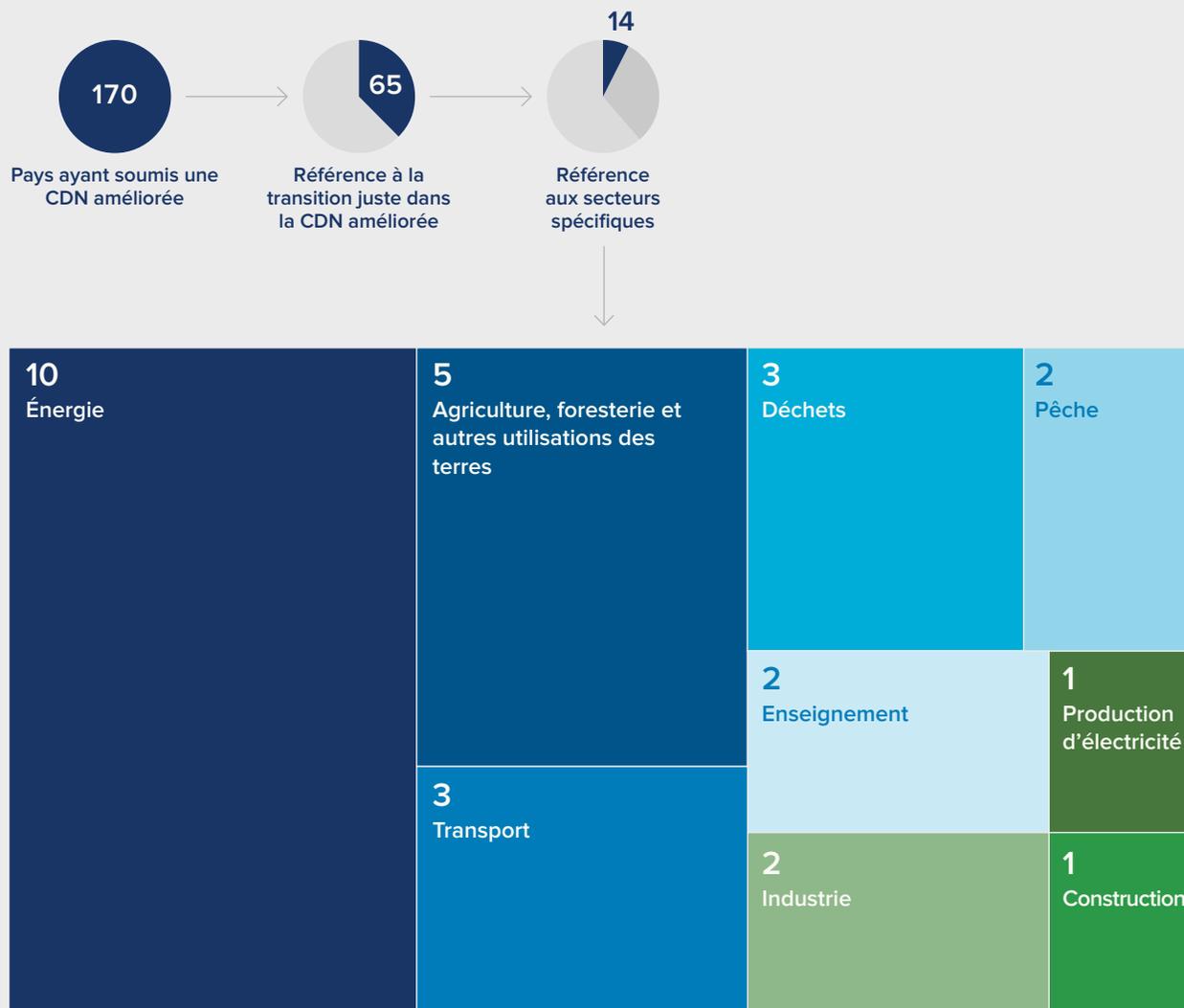
En intégrant des approches de transition juste dans les CDN et les SLT, les pays peuvent commencer à bénéficier d'avantages transformateurs. Toutefois, cela implique d'aborder les incidences du changement économique dans l'ensemble des secteurs et des parties prenantes, ainsi que d'aller au-delà de la reconnaissance et de la participation de base des parties prenantes et des groupes vulnérables vers l'autonomisation de leurs rôles. Cela signifie également examiner et réformer les systèmes existants qui compromettent l'équité climatique et l'égalité sociale.

À ce jour, les efforts de transition juste des pays se sont étroitement concentrés sur des secteurs spécifiques (principalement l'énergie) et des parties prenantes déterminées (en particulier les travailleurs des industries à prédominance masculine).

Toutefois, l'expérience démontre que la réalisation d'une transition juste nécessite d'aborder les incidences de la décarbonation sur les consommateurs, les employeurs et les communautés, ainsi que de guider une transformation économique réussie dans chaque secteur et industrie.

Sur les 65 CDN soumises qui font référence à une transition juste, seules 14 (22 pour cent) font explicitement référence à des secteurs spécifiques (Figure 4). Parmi celles-ci, dix établissent un lien entre la transition juste et le secteur de l'énergie, avec des secteurs associés, notamment les transports, l'industrie, la construction et la production d'électricité. Les autres secteurs référencés étaient l'agriculture, la foresterie et les autres utilisations des terres (AFAUT), les déchets, l'enseignement et la pêche.

Figure 4 : Attention portée sur le secteur de la transition juste dans les CDN améliorées



Source: Analyse interne du PNUD.

Encadré 3

## Au-delà de l'énergie : la transition juste dans les petits États insulaires en développement

Les petits États insulaires en développement (PEID) possèdent des caractéristiques spécifiques qui présentent des enjeux pour la décarbonation et une transition juste. Ce sont généralement les suivantes :

- une faible population, avec un capital humain limité et des contraintes de capacité considérables ;
- une forte dépendance vis-à-vis des forces économiques extérieures, du commerce international et du traitement spécial et différencié ;<sup>9</sup>
- une dépendance vis-à-vis des importations pour la plupart des biens, des combustibles fossiles aux technologies d'énergie renouvelable ;
- une incapacité de se permettre des investissements immédiats à grande échelle dans les infrastructures avec de lourds coûts irrécupérables ;
- des niveaux d'endettement élevés et, lorsque le gouvernement souscrit à la technologie de décarbonation, une apparition potentielle d'une dette publique substantielle ; et
- une gamme limitée d'activités économiques, dont beaucoup dépendent fortement des revenus du tourisme.

Les PEID dont l'économie repose sur le tourisme présentent une vulnérabilité supplémentaire, compte tenu de la dépendance du secteur à l'égard de l'aviation et des coûts associés au passage à des carburants à faible émission de carbone. Par conséquent, le tourisme doit être au centre des stratégies de transition juste de ces pays.

Source : Bishop, Matthew et al., 2021. *Transitions justes dans les petits États insulaires en développement (PEID)*

Il est important de souligner que les voies de transition ont des conséquences distributives : les pertes d'emplois sont plus susceptibles de se produire dans les secteurs, les régions et les communautés où la dépendance aux combustibles fossiles ou aux pratiques à forte intensité de carbone est élevée, et où la diversification économique est limitée.

Se focaliser sur la transition énergétique, sans tenir compte de ces incidences socio-économiques différenciées, risque de perpétuer les vulnérabilités existantes et de négliger les inégalités systémiques. Cela peut également favoriser la politisation du programme de transition juste.

### 3.1. La transition juste apporte les plus grands avantages grâce à la transformation économique dans tous les secteurs

En se concentrant étroitement sur certains secteurs, en particulier l'énergie, les gouvernements risquent de passer à côté des avantages d'aborder des secteurs tels que l'agriculture et l'utilisation des terres. C'est particulièrement le cas dans les pays en développement, où l'agriculture fournit des moyens de subsistance à une grande majorité de la population. En Afrique et en Asie, par exemple, environ 50 pour cent et 30 pour cent des emplois proviennent du secteur agricole, respectivement.<sup>10</sup> Ces chiffres peuvent être encore plus élevés pour les femmes qui, dans de nombreux pays en développement, représentent plus de 50 pour cent de la main-d'œuvre agricole.<sup>11</sup>

Dans ces pays, les approches d'adaptation au climat à grande échelle, telles que l'agriculture de conservation, peuvent avoir un effet multiplicateur élevé d'emplois et soutenir l'égalité des sexes ainsi que d'autres avantages sociaux.<sup>12</sup>

Selon [l'évaluation des emplois verts](#) menée conjointement par l'OIT et le PNUD, au **Zimbabwe**, par exemple, une politique encourageant le passage à une agriculture intelligente face au climat et de conservation a des effets significatifs sur le marché du travail (Figure 5). Dans le cadre de cette politique, l'utilisation et la production accrues d'engrais organiques créent des emplois dans les industries d'approvisionnement et diminuent l'utilisation d'engrais chimiques, ce qui réduit les importations. La politique prévoit également la création de 10 pour cent d'emplois directs supplémentaires liés à l'agriculture dans la préparation des sols, la gestion, la récolte et les activités après la récolte. L'effet net de la politique est estimé à près de 100 000 emplois équivalents à un temps plein supplémentaires en 2035. Étant donné que les besoins d'investissement sont très faibles et concernent davantage la formation et le perfectionnement des agriculteurs que le capital réel, le multiplicateur d'emplois est le plus élevé de tous les scénarios. Un investissement de 1 million de dollars dans l'agriculture intelligente face au climat et de conservation devrait créer quelque 30 000 emplois d'ici 2035.

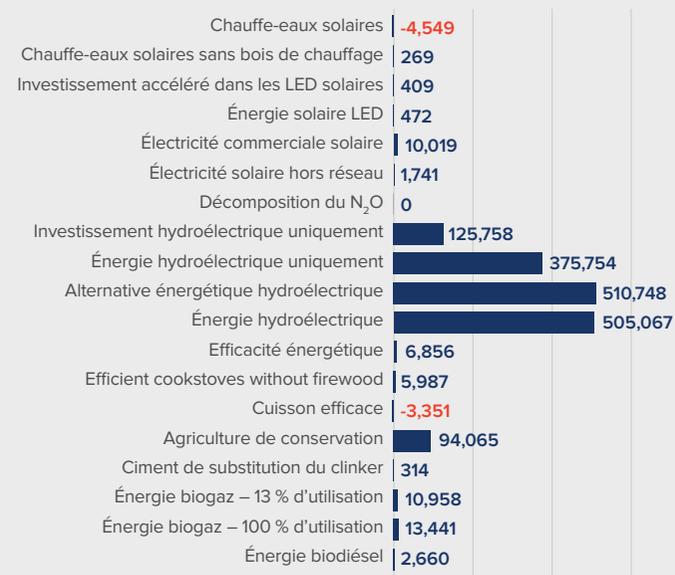
Des résultats comparables ont été retrouvés dans une [évaluation](#) réalisée au **Nigeria**. La comparaison de 11 scénarios en matière de création d'emplois et de potentiel de réduction des émissions de GES, par million de dollars investis, indique un multiplicateur d'emplois relativement élevé d'environ 150 emplois dans les énergies renouvelables. Toutefois, les changements dans le secteur de l'AFAT constituent le plus grand générateur d'emplois, avec 230 à 290 opportunités d'emploi dans l'ensemble de l'économie par million de dollars investis.

Figure 5 :

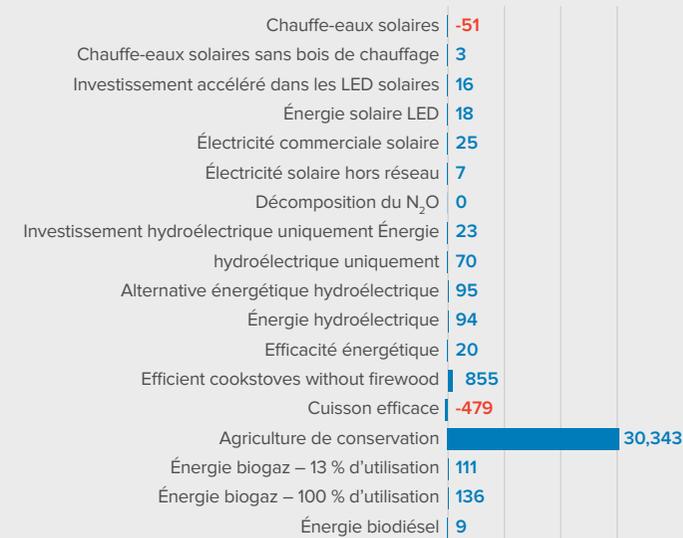
### Nombre total d'emplois supplémentaires créés par certaines politiques climatiques (CDN) en 2035 par rapport au multiplicateur d'emplois en 2035 par dollar investi au Zimbabwe et au Nigeria

#### Zimbabwe

Les gains d'emplois les plus importants se retrouvent dans l'énergie.

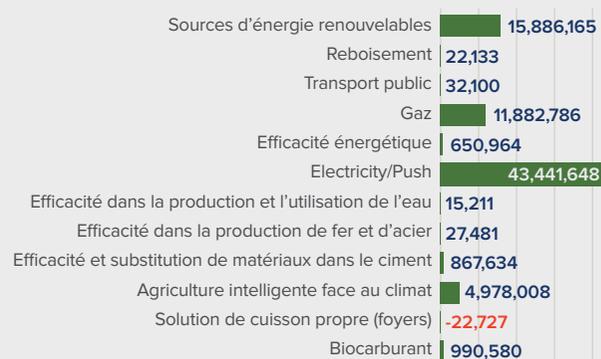


Les gains d'emplois les plus importants, par dollar investi, se retrouvent dans l'agriculture.

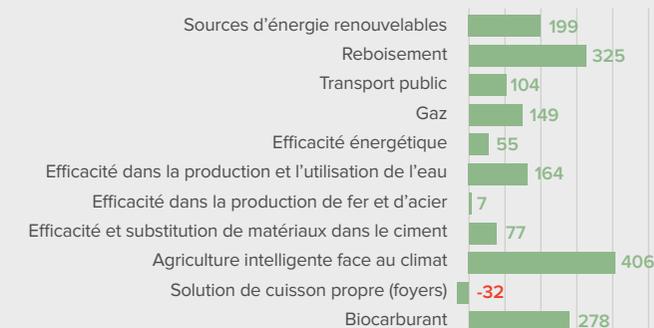


#### Nigeria

Les gains d'emplois les plus importants se retrouvent dans l'énergie.



Mais les gains d'emplois les plus importants, par dollar investi, se retrouvent dans l'agriculture.



### 3.2. Inclure toute la société pour que tout le monde fasse partie d'un avenir à zéro émission nette

Alors que certaines personnes obtiendront de nouveaux emplois dans les secteurs verts, d'autres ne seront peut-être pas bien placées pour profiter des opportunités. Dans le secteur des énergies renouvelables, en particulier, les normes de genre peuvent exclure les femmes des nouvelles chaînes de valeur de haute technologie, à moins que des mesures incitatives politiques délibérées et des mesures ciblées de renforcement des capacités ne soient adoptées.

Il est donc important que les pays reconnaissent les incidences différenciées selon

le genre d'une transition verte et veillent à ce que les femmes et d'autres groupes puissent améliorer leurs moyens de subsistance et assumer des rôles de leadership.

Par exemple, selon l'évaluation des emplois verts au **Zimbabwe**, les interventions politiques visant à créer de l'énergie hydroélectrique profiteraient le plus aux hommes non qualifiés, tandis que l'intervention politique visant à investir dans l'agriculture de conservation profiterait le plus aux femmes non qualifiées (Figure 6). À l'inverse, l'abandon de l'utilisation du bois de chauffage et d'autres

combustibles dans les foyers entraîne des pertes d'emplois dans la collecte du bois de chauffage, notamment chez les femmes et les filles. En passant à des technologies de cuisson plus propres, le gouvernement du Zimbabwe doit donc tenir compte des moyens de subsistance affectés et de la manière dont ils seront transférés vers des emplois rémunérés productifs dans d'autres industries.

À l'échelle mondiale, le fait que de plus en plus de pays reconnaissent effectivement le rôle influent des femmes dans les secteurs climatiques clés est un signe positif. Près des

trois quarts des CDN améliorées font désormais référence aux femmes ou au genre dans des secteurs spécifiques, contre 16 % dans la première génération des CDN. Les analyses sensibles au genre des pays ont inclus les postes des femmes dans les chaînes de valeur ainsi que les types d'emploi et font référence à l'importance des femmes dans la prise de décision et le leadership. Désormais, ces liens doivent être établis dans le contexte d'une transition juste.

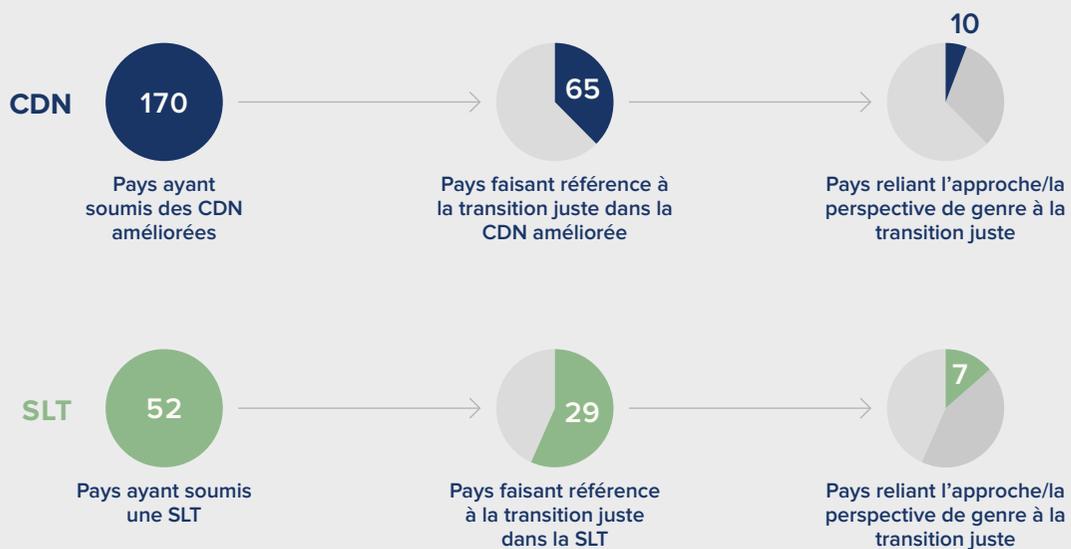
Figure 6 :

#### Répartition des genres et des compétences de la main-d'œuvre en 2035 par rapport à la situation de référence au Zimbabwe



L'intégration efficace de l'égalité de genre dans une transition juste nécessite une approche inclusive, avec de multiples parties prenantes, afin d'identifier les lacunes en matière de capacités et les priorités de planification. Toutefois, seuls 10 (15 pour cent) des 65 pays faisant référence à la transition juste dans leurs CDN améliorées ont établi un lien avec le genre (Figure 7). De même, seuls 7 (24 pour cent) des 29 pays faisant référence à une transition juste dans leur SLT l'ont fait. Désormais, ces liens doivent être établis au sein des CDN et des SLT dans le contexte d'une transition juste.

Figure 7  
Genre et transition juste dans les CDN améliorées et les SLT



Source : Analyse interne du PNUD et de la CCNUCC

Encadré 4

**Incidences générées de l'action climatique**

Les variations anticipées sur les marchés du travail en raison du changement climatique présentent une dimension de genre claire, avec de sérieuses implications politiques.

Si des mesures ne sont pas adoptées pour accroître la participation des femmes dans les métiers verts émergents, les stéréotypes de genre actuels risquent de persister et les femmes n'auront accès qu'à une fraction des emplois créés. Le secteur des énergies renouvelables en est un exemple : alors que le nombre d'emplois devrait augmenter considérablement, l'emploi des femmes dans le secteur ne représente actuellement que 20 à 25 pour cent dans certaines économies avancées.

Selon l'OIT, des mesures de reconversion « transformatrices en matière de genre » seront nécessaires pour les professions peu, moyennement et hautement qualifiées, afin de garantir l'accès des femmes à de nouveaux emplois.

Source : OIT, 2022. Transition juste : une voie essentielle pour parvenir à l'égalité de genre et à la justice sociale.



Encadré 5

## Le rôle des jeunes dans une transition juste

Avec 1,8 milliard de jeunes dans le monde, la jeunesse constitue un acteur de l'action climatique et a le droit de participer aux affaires publiques ayant une incidence sur son avenir. En réalité, le leadership, l'énergie et la persévérance des jeunes ont été le moteur d'un mouvement mondial exigeant une action climatique audacieuse de la part des dirigeants mondiaux. Dans le même temps, les jeunes ont mené des initiatives percutantes dans leurs pays et leurs communautés.

Toutefois, comme l'a souligné le Forum de la jeunesse du Conseil économique et social des Nations Unies en avril 2022, une participation significative des jeunes à la gouvernance et à l'élaboration des politiques continue d'être entravée par une série de facteurs, notamment le manque de soutien technique, politique et financier, la discrimination liée à l'âge, au genre et aux capacités, l'inégalité d'accès à l'information et à l'enseignement, et le rétrécissement de l'espace civique. Le tout malgré le fait que les jeunes constituent une part importante des populations nationales. Dans certains pays en développement, les jeunes représentent plus de 80 pour cent de la population.<sup>a</sup>

De nombreux jeunes ont également du mal à accéder à l'enseignement et à l'emploi. Alors que

dans le monde, plus de 160 millions de jeunes travaillent, beaucoup vivent dans la pauvreté.<sup>b</sup> La situation est rendue encore plus précaire dans les secteurs qui emploient traditionnellement des jeunes, tels que l'agriculture, la foresterie et la pêche, menacés par la surexploitation et les incidences du changement climatique.

Dans le même temps, la transition énergétique offre de l'espoir et des promesses. Jusqu'à 60 millions de nouveaux emplois dans l'économie verte pourraient être créés d'ici 2030<sup>c</sup>, tandis que les énergies renouvelables pourraient, à elles seules, en créer jusqu'à 42 millions d'ici 2050.<sup>d</sup> La croissance verte offre donc une opportunité de favoriser l'emploi des jeunes, tout en préservant l'environnement et en augmentant la résilience climatique.<sup>e</sup>

Écouter la voix des jeunes et travailler sur la collecte, l'analyse et la recherche de données inclusives pour les jeunes sont des premières étapes essentielles afin d'exploiter le potentiel, la créativité et l'esprit d'entreprise des jeunes.

Les recommandations clés de la récente publication du PNUD, « Viser plus haut : accroître l'engagement significatif des jeunes pour l'action climatique », comprennent notamment les points suivants :

→ **s'engager de manière significative avec les jeunes, leur permettre d'influencer les normes, les comportements, les structures institutionnelles, les procédés politiques formels et informels ainsi que les mécanismes de responsabilisation ;**

→ **soutenir et encourager les initiatives des jeunes qui présentent des alternatives de transformations à grande échelle du système ; et**

→ **lancer et renforcer la recherche à l'appui des recommandations politiques sur le rôle des jeunes dans la transition juste et les voies de décarbonation sectorielles, notamment l'énergie, les transports, l'enseignement supérieur et les emplois verts.**

<sup>a</sup> PNUD. 2022. [Viser plus haut : accroître l'engagement significatif des jeunes pour l'action climatique.](#)

<sup>b</sup> OIT et ONU Environnement. 2022. [Emplois verts pour les jeunes : stimuler des emplois décents pour les jeunes, rendre l'économie plus verte.](#)

<sup>c</sup> Ibid.

<sup>d</sup> IRENA, 2020. [Perspectives mondiales des énergies renouvelables : Transformation énergétique 2050.](#)

<sup>e</sup> OIT et ONU Environnement. 2022. [Emplois verts pour les jeunes : stimuler des emplois décents pour les jeunes, rendre l'économie plus verte.](#)

### 3.3. Mettre l'accent sur les opportunités et les canaux de co-bénéfices de l'investissement nécessaire dans le capital humain et social

Le soutien à une transition juste fait progresser plusieurs objectifs de développement durable (ODD), notamment en ce qui concerne l'énergie abordable et propre (ODD 7), l'égalité de genre (ODD 5), le travail décent et la croissance économique (ODD 8), la réduction des inégalités (ODD 10), la production et la consommation responsables (ODD 12), et l'action pour le climat (ODD 13).

La meilleure façon d'optimiser les gains potentiels relatifs aux ODD est de déployer des efforts délibérés pour établir des liens avec eux, et de renforcer les capacités permettant de tirer parti de ces avantages. Des politiques climatiques et des investissements en capital bien intentionnés dans l'économie à faible émission de carbone exigent que les responsables, les travailleurs, les entreprises et les entrepreneurs aient les bonnes compétences pour financer, gérer, construire, exploiter et entretenir l'immobilisation, ainsi que pour l'utiliser de manière productive à long terme.

Toutefois, les pays ne parviennent pas à rendre explicites les liens avec les ODD dans les plans climatiques à court et à long terme en ce qui concerne la transition juste. Seules 9 pour cent des CDN améliorées et 14 pour cent des SLT établissent le lien avec les ODD (Figure 8).

La reconnaissance du besoin d'enseignement, de formation et de développement des compétences de la main-d'œuvre est plus élevée dans les SLT que dans les CDN améliorées (respectivement 79 pour cent des SLT et 18 pour cent des CDN), mais il reste encore une marge d'amélioration (Figure 9).

Figure 8 :

#### ODD et transition juste dans les CDN améliorées et les SLT

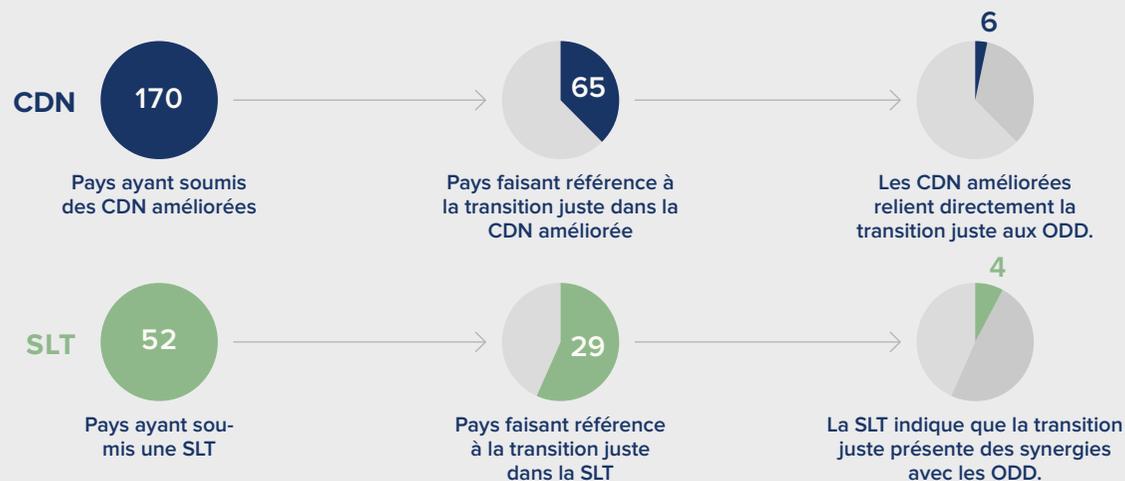
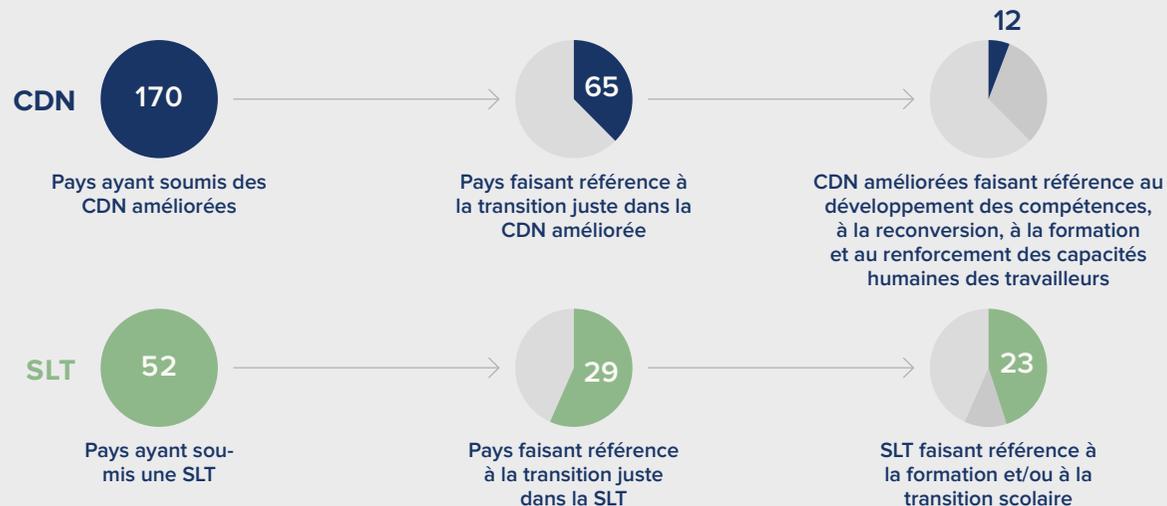


Figure 9 :

#### Enseignement, formation et développement des compétences de la main-d'œuvre dans les CDN améliorées et la SLT



# 24 millions

Il s'agit du nombre d'emplois qui pourraient être créés dans le monde d'ici 2030 dans le cadre de la transition vers une économie verte<sup>13</sup>

# 122 millions

Projection d'emplois dans les énergies renouvelables créés dans le monde d'ici 2050, si les pays accélèrent la transition énergétique.<sup>14</sup>

Encadré 6

## Co-bénéfices des ODD d'une transition énergétique juste

Le rapport de 2021 des Nations Unies, « [Réalisation des ODD grâce à des transitions énergétiques justes et inclusives](#) », met l'accent sur la multitude d'avantages des ODD qui pourraient découler d'une transition énergétique inclusive :

« Si elle est conçue et mise en œuvre avec les facteurs favorables adaptés (par exemple, la capacité, le capital humain et social, les finances, la consultation des parties prenantes), la réalisation de l'accès universel à des services énergétiques abordables, fiables et modernes, par exemple, permettrait d'électrifier les cliniques de santé desservant 1 milliard de personnes sans accès à une source d'électricité fiable (ODD 3), de prévenir 4 millions de décès prématurés par an grâce à une cuisine propre (ODD 3, ODD 5), de réduire considérablement la pollution de l'air qui tue actuellement 7 millions de personnes par an (ODD 3), de fournir de l'électricité à plus de 200 millions d'enfants dans des écoles non électrifiées (ODD 4), d'autonomiser les femmes rurales et autochtones en réduisant les corvées (ODD 5), de générer des opportunités d'affaires et d'emploi dans les communautés rurales (ODD 1, ODD 8), et d'améliorer les opportunités pour quelque 79,5 millions de personnes déplacées de force dans le monde, dont beaucoup ont actuellement peu accès à l'énergie (ODD 16) ».

« Une accélération spectaculaire des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique se traduirait, par exemple, par la création de 42 millions d'emplois d'ici 2050 dans les énergies renouvelables (ODD 8), l'amélioration du PIB mondial de 2,5 pour cent d'ici 2050 par rapport au statu quo (ODD 8), l'élimination progressive des subventions à la consommation de combustibles fossiles de 400 milliards de dollars par an (ODD 7, ODD 12) et la réduction significative des coûts sociaux et environnementaux de ces subventions aux combustibles fossiles de l'ordre de 5 000 milliards par an (ODD 7, ODD 8, ODD 12). Atteindre des émissions nettes nulles implique une réduction de 85 pour cent des émissions mondiales totales de CO<sub>2</sub> ainsi que d'environ 66 pour cent des émissions mondiales totales de GES (ODD 13) ».



④

# Cadre du PNUD pour l'intégration de la transition juste dans les CDN et les SLT



**Alors que les pays du monde entier continuent de mettre à jour et de mettre en œuvre leurs CDN et SLT, il est possible d'y intégrer les principes, les procédés et les pratiques de transition juste ainsi que de mener une plus grande action climatique**

Avec un vaste mandat sur le développement durable et la réduction de la pauvreté (notamment le soutien aux pays pour lutter contre le changement climatique et les inégalités), le PNUD fournit des solutions holistiques aux pays qui cherchent à intégrer des approches d'équité, de justice et de transition juste dans l'action climatique. À cet égard, le PNUD s'appuie sur l'expertise de partenaires, notamment l'OIT et la CCNUCC.

En soutenant plus de 120 pays et territoires à améliorer et à mettre en œuvre leurs CDN, la Promesse climatique du PNUD travaille en étroite collaboration avec les pays afin d'établir des liens entre l'action climatique, l'inclusion sociale et l'égalité de genre, ainsi que le développement durable.

Les politiques existantes, les cadres de transparence et financiers, les plateformes de coordination et les évaluations associées aux CDN et aux SLT fournissent chacun des points d'entrée potentiels pour les considérations de transition juste.

Au 31 octobre 2022, dans le cadre de la Promesse climatique, le PNUD a soutenu ou sou-

tient 34 pays et territoires pour renforcer la transition juste à travers les quatre domaines du Cadre du PNUD pour l'intégration de la transition juste dans les CDN et les SLT : l'évaluation ; l'engagement ; le renforcement institutionnel, politique et des capacités ; et la finance (Figure 10).

La demande la plus courante des gouvernements concerne un soutien au renforcement institutionnel, politique et des capacités, sélectionné par 71 pour cent des pays (Figure 11). Ce point peut être ventilé en soutien aux institutions gouvernementales (71 pour cent), soutien aux travailleurs et aux populations vulnérables (54 pour cent) et soutien aux employeurs/au secteur privé (25 pour cent).

Un autre domaine de soutien fréquemment demandé concerne les évaluations, demandées par 56 pour cent des pays.

Environ un tiers des pays (38 pour cent) demandent du soutien pour s'engager. Seuls 6 pour cent se penchent sur la finance.

Figure 10 :  
**Cadre du PNUD pour l'intégration de la transition juste dans les CDN et les SLT**

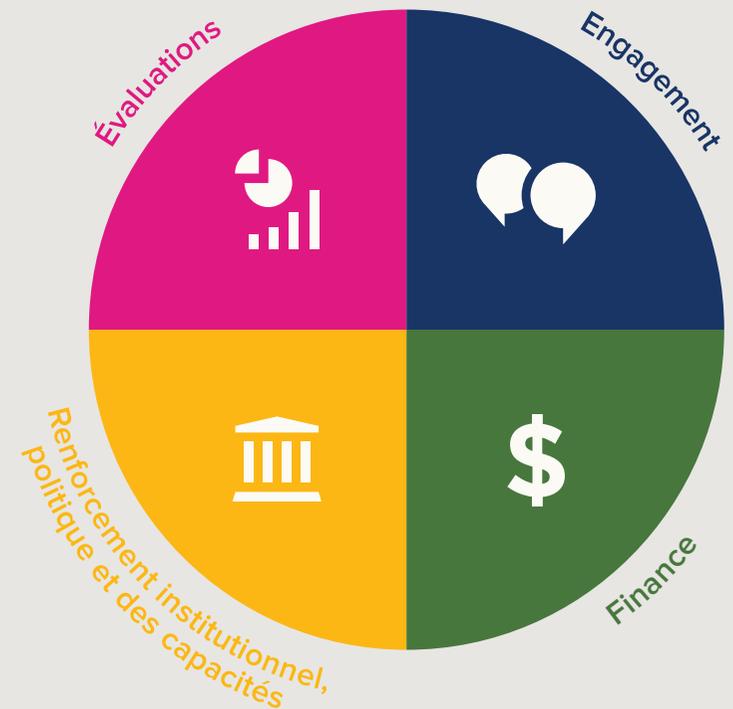
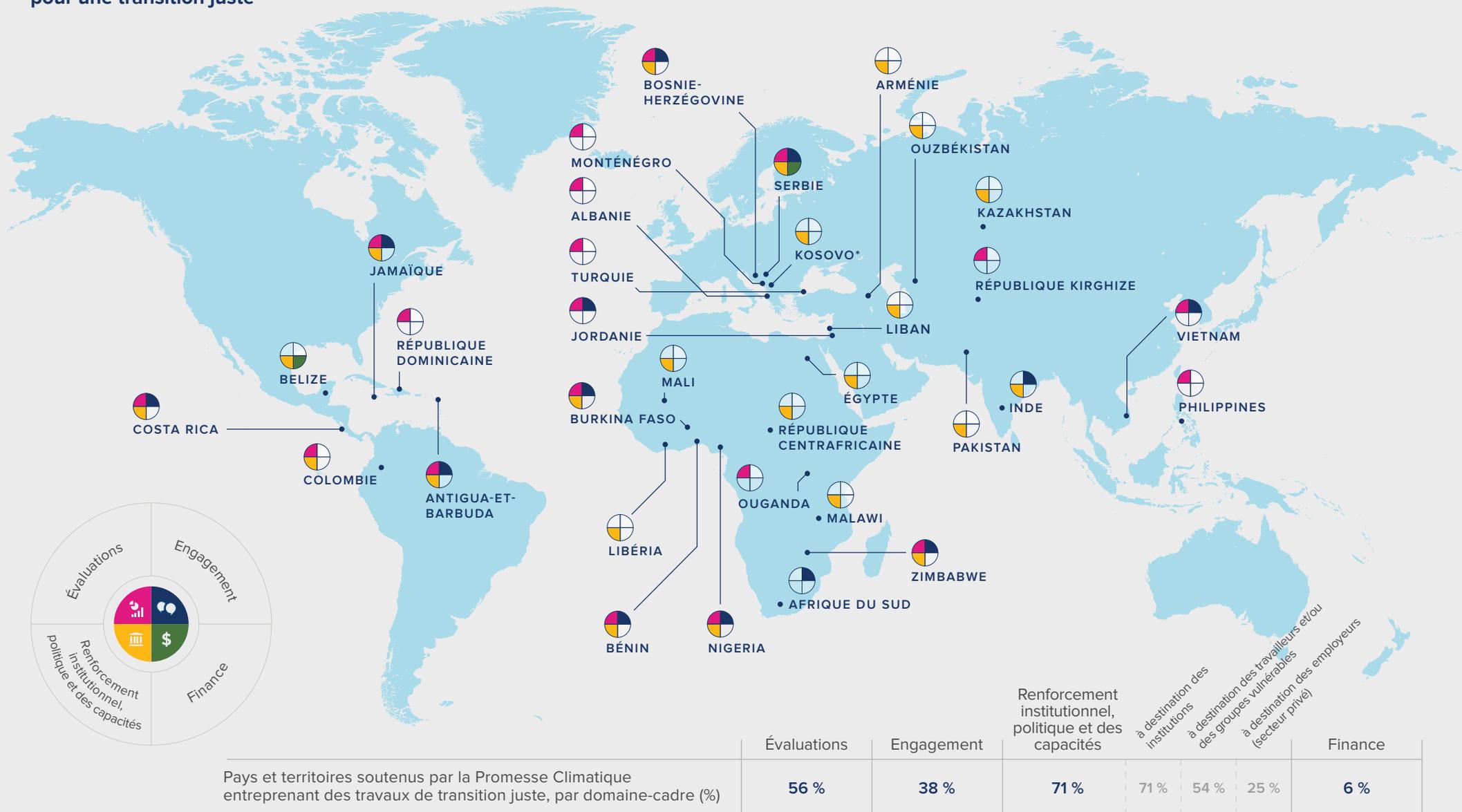


Figure 11 :  
**Soutien de la Promesse Climatique du PNUD**  
 pour une transition juste



\* Les références au Kosovo s'entendent dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies.



## Évaluation : modélisation et évaluations de la transition

L'un des plus grands enjeux pour faire face aux conséquences de l'action climatique est l'incertitude des avantages nets, ainsi que la répartition des coûts et des bénéfices entre les gagnants et les perdants.

L'un des principaux obstacles pour les pays en développement est celui d'obtenir les données concrètes nécessaires pour anticiper les changements et démontrer comment le passage à une économie verte présentera des avantages considérables, non seulement pour l'environnement, mais également pour la création d'emplois et la croissance économique.

Afin de combler ce manque de données, l'initiative de la Promesse Climatique du PNUD a guidé les pays sur la manière de mener des évaluations qualitatives et quantitatives (par exemple, à travers la modélisation) pour estimer les incidences des mesures des CDN sur des indicateurs clés tels que le PIB, l'emploi, les compétences, la répartition des revenus et l'égalité de genre.

Cette approche fondée sur des données probantes aide les pays à comprendre les incidences distributives de leur CDN et à identifier des mesures ciblées pour les populations

vulnérables, telles que les femmes et les travailleurs informels, afin d'assurer une transition juste.

Au [Nigeria](#) et au [Zimbabwe](#), par exemple, les résultats des évaluations nationales des emplois verts utilisant le modèle d'évaluation des emplois verts de l'OIT ont éclairé les CDN et les feuilles de route pour une transition juste des pays. En [Turquie](#), le même modèle a été utilisé pour analyser les effets de la diminution de la part du charbon dans la production d'électricité et de l'augmentation des investissements dans l'électricité éolienne et solaire.

Ce travail fondamental est désormais étendu afin de mesurer les implications socio-économiques plus larges de la mise en œuvre des objectifs de CDN et de SLT. En [Colombie](#), par exemple, le PNUD a soutenu une [évaluation](#) des secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture qui a examiné l'incidence de la transition juste sur les forces de travail respectives et sur le comportement des consommateurs. Le rapport qui en a résulté a présenté des propositions pour l'inclusion de la transition juste de la main-d'œuvre dans le cadre de la stratégie 2050 du pays.



### Encadré 7

#### Application d'un modèle d'évaluation des emplois verts

Idéalement, tout procédé de CDN devrait être documenté par une évaluation des incidences sur l'emploi (positives et négatives) de l'action climatique, ainsi que par une indication des mesures nécessaires pour assurer une transition juste pour les travailleurs.

Dans ce contexte, le PNUD et l'OIT soutiennent un certain nombre de pays afin d'appliquer le [modèle d'évaluation des emplois verts](#) de l'OIT pour mesurer l'incidence des politiques vertes et climatiques sur la création d'emplois, y compris pour les femmes et les jeunes ; la répartition des revenus ; le développement des compétences et la croissance économique. Afin d'obtenir des estimations quantitatives et qualitatives de l'emploi, les pays élaborent leur propre modèle national d'évaluation des emplois verts. Les résultats aident les décideurs à comprendre les co-bénéfices et l'incidence distributive des politiques proposées, et finalement à choisir celles qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre et récolteront les plus grands retours économiques et sociaux.

Les résultats pour le Nigeria et le Zimbabwe peuvent être consultés sur la [plateforme Data Futures du PNUD](#).



## Engagement : dialogues sociaux et consultation des parties prenantes

En 2020, au moins sept commissions nationales ou groupes de travail sur la transition juste avaient été créés dans le monde, ainsi que sept ensembles de politiques nationales et une multitude d'autres acteurs, réseaux et mouvements.<sup>15</sup>

Dans chaque pays, toutefois, une transition juste présente une signification différente. Les gouvernements doivent donc s'engager avec un large éventail de parties prenantes pour co-crée une vision et conceptualiser les voies pour y parvenir.

À cet égard, l'approche du dialogue tripartite, ou la discussion entre trois parties clés (le gouvernement, les employeurs et les travailleurs) peut être utile. Cette approche présente une longue histoire de soutien aux transitions justes au niveau des pays, notamment en Afrique du Sud. La clé, cependant, est que le dialogue social (englobant toutes sortes de négociations, de consultations et de simples échanges d'informations entre les représentants des gouvernements, les travailleurs et les employeurs sur des questions d'intérêt commun) est en cours.

Encadré 8

### Agents de changement dans la transition juste

Les gouvernements, les employeurs et les travailleurs partagent la responsabilité de développer des méthodes de travail nouvelles et innovantes dans une économie à faible émission de carbone.

### 1. Le rôle du gouvernement

Les gouvernements participent aux procédés de la transition juste en tant qu'organisateur du dialogue social et d'autres formes de mécanismes de consultation formels et/ou informels, y compris des groupes de jeunes et de femmes. Ils constituent également des régulateurs responsables de la conception des marchés et des politiques industriels, climatiques, énergétiques et du travail, ainsi que des investisseurs, des propriétaires d'entreprises et d'infrastructures d'État, et des employeurs des travailleurs du secteur public.

### 2. Le rôle des employeurs

Une transition juste exige que les employeurs traitent les risques commerciaux et exploitent les opportunités. Ils doivent également garantir les droits humains et du travail lorsque les entreprises entrent dans les secteurs verts. Ce point est essentiel pour retenir les consommateurs et les financiers, car les secteurs verts sont de plus en plus examinés d'un point de vue de durabilité plus large. Les efforts de transition juste au niveau de l'entreprise leur permettront également de maintenir leur licence d'exploitation et de les positionner pour bénéficier de mesures favorables et financements émergents.

### 3. Le rôle des travailleurs

Comprendre les besoins des travailleurs est essentiel pour concevoir une transition juste : c'est pourquoi les syndicats locaux et/ou régionaux doivent faire partie de la conversation sur la transition de toute communauté.

Source : Centre pour une transition juste, 2018. [Transition juste : un rapport pour l'OCDE.](#)

**Engagement : dialogues sociaux et consultation des parties prenantes**



En **Afrique du Sud**, le Conseil national du développement économique et du travail a été créé avec des représentants du gouvernement, des organisations de travailleurs et d'employeurs, et de la société civile. Les membres du conseil cherchent à coopérer, au moyen de négociations, sur les questions économiques, de travail et de développement, ainsi que sur d'autres enjeux connexes auxquels l'Afrique du Sud fait face.

Pendant ce temps, le petit État insulaire **d'Antigua-et-Barbuda** prévoit de mener une série de dialogues sociaux avec les syndicats, les associations d'employeurs et les représentants du secteur sur la transition vers une économie résiliente au climat et à faible émission de carbone.

Concernant la mise en œuvre de l'Accord de Paris, une approche similaire est appliquée à l'échelle de la société pour renforcer l'inclusivité et la faisabilité de l'ambitieuse action climatique. Par exemple, environ 96 pour cent des pays soutenus par la Promesse Climatique ont inclus des considérations liées au genre dans leurs CDN, tandis que 60 pour cent ont consulté des groupes de jeunes au cours de leurs procédés de révision des CDN, ce qui a abouti à des mesures et actions politiques spécifiques axées sur les jeunes.

Cependant, il est possible de faire davantage dans le monde entier pour tirer parti des procédés existants et des plateformes d'engagement des parties prenantes, en veillant à ce que les femmes, les peuples autochtones, les personnes handicapées, les travailleurs et les employeurs contribuent à la réalisation des engagements de zéro émission nette.

## Engagement : dialogues sociaux et consultation des parties prenantes

Encadré 9

### Leadership des jeunes pour une transition juste au Zimbabwe

Au Zimbabwe, les jeunes ont été activement impliqués dans le procédé d'amélioration de la CDN et jouent un rôle de premier plan dans la promotion d'une transition juste.

Afin de faciliter la participation des jeunes au procédé d'amélioration de la CDN, la Promesse climatique a soutenu des consultations sensibles au genre avec plus de 200 représentants de jeunes urbains et ruraux faisant partie d'organisations de jeunes, de femmes et de personnes handicapées des dix provinces du Zimbabwe. Ces consultations visaient à sensibiliser les jeunes et à créer un sentiment d'appropriation par rapport au procédé de la CDN, à discuter et à partager des recommandations sur les priorités des jeunes pour l'action climatique, ainsi qu'à renforcer la coopération entre les jeunes, les organisations dirigées par des jeunes et le gouvernement.

L'un des principaux résultats de ces consultations a été l'élaboration d'une note d'orientation décrivant les recommandations des jeunes pour chaque secteur couvert par la CDN. Cette note d'orientation a attiré l'attention du ministre de l'Environnement et a permis la création d'un Bureau de la jeunesse au sein du ministère. Le Bureau de la jeunesse est chargé de veiller à ce que les préoccupations

et les besoins des jeunes soient pleinement intégrés dans la mise en œuvre de la CDN ainsi que dans d'autres questions environnementales relevant de la compétence du ministère. En faisant entendre la voix des jeunes, la note d'orientation a plaidé avec succès pour une capacité accrue au sein du ministère à répondre aux besoins et enjeux spécifiques des jeunes.

Toujours au Zimbabwe, le PNUD soutient plusieurs mesures climatiques qui ciblent les moyens de subsistance des jeunes. Dans le cadre de la Promesse climatique, une évaluation des emplois verts a été menée, avec le soutien de l'OIT, afin d'identifier les scénarios de politique climatique susceptibles de créer des emplois verts pour les jeunes, conformément à la Stratégie nationale de développement 1 (2021-2025).

Le secteur des déchets a été identifié comme un secteur dans lequel des emplois verts pourraient être générés, en particulier dans les centres de transfert de déchets. Pour sa part, le PNUD soutient le déploiement d'un centre de transfert de déchets à Bulawayo et ciblera les jeunes pour le développement des compétences et la formation à la durabilité des entreprises, afin de mieux les positionner pour postuler à des emplois au centre.

Dans le même temps, dans le cadre d'un projet d'offre d'énergie au Zimbabwe, le PNUD soutient la construction et le déploiement de quatre « kiosques énergétiques » dans deux districts ruraux du Zimbabwe, grâce à une initiative intitulée SMEK (kiosques énergétiques pour mini-réseaux solaires). En partenariat avec Youth Economic Capital, une société d'investissement à incidence dirigée par et axée sur les jeunes, les kiosques à énergie solaire de 10 kW serviront de station multiservice, proposant des produits et services tels que stations de recharge pour lampes et batteries et activités de loisir/éducatives. L'initiative SMEK fait partie du programme d'entre-

prise sociale d'énergie renouvelable rurale du PNUD, responsable de la construction et de la gestion d'un ensemble de magasins de mini-réseaux solaires, installés au cœur de villages isolés et non électrifiés à Mashaba et Dete, au moyen d'un modèle de franchise. L'objectif principal est de mettre à la disposition du plus grand nombre des produits et services à haute valeur sociale, à travers un système de vente ou de location adapté. L'initiative SMEK cherche ainsi à apporter des solutions durables pour améliorer la qualité de vie en milieu rural, en assurant la création de revenus pour les femmes et les jeunes.





## Soutien au renforcement institutionnel, politique et des capacités

Les gouvernements ont la responsabilité première de mettre en place les cadres politiques afin d'accélérer la transition juste et d'organiser le dialogue social.

Ce point englobe le développement de politiques de protection sociale (nécessaires pour préparer les travailleurs au changement ainsi que pour améliorer la qualité des emplois et des revenus) et les progrès en matière d'égalité et d'inclusion sociale. Il s'agit notamment de mettre en place des filets de sécurité sociale et une compensation adéquate pour les personnes, les communautés et les régions qui risquent d'être négativement affectées par les politiques prévues.

La [résolution de l'OIT](#) sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts, et les [Principes directeurs de l'OIT](#) pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous, adoptés par des représentants de gouvernements et d'organisations d'employeurs et de travailleurs, mettent en lumière les principaux domaines d'action pour créer des environnements propices à la prospérité des entreprises durables et à la création d'emplois verts (Encadré 10).

Grâce au soutien de la Promesse climatique, la **Colombie** a élaboré des recommandations poli-

tiques pour intégrer le principe et le procédé de transition juste dans sa SLT.

L'**Arménie** élaborera également un cadre politique global pour une transition juste vers une économie durable et à faible émission de carbone.

Étant donné que de nouveaux emplois doivent être créés (et que les emplois existants doivent être remplacés, éliminés ou redéfinis pendant la transition) il est également essentiel d'investir dans le capital humain et institutionnel, la formation et les systèmes éducatifs.

Pour relever le défi, les pays doivent diversifier les économies touchées, développer les connaissances, l'expertise et les chaînes d'approvisionnement pertinentes, et offrir un soutien intérimaire pertinent (aide à la mobilité et protection sociale).

Dans ce contexte, le renforcement des capacités a été un domaine de soutien essentiel pour le PNUD :

En **Égypte**, la Promesse Climatique renforce la formation professionnelle en soutenant techniquement et financièrement le développement de l'Unité de l'efficacité énergétique électrique durable par le ministère de l'Éducation.

Au **Liban**, le développement d'un programme de formation aux logiciels et aux compétences liés à l'énergie ciblera les femmes ingénieurs, tandis que le secteur privé bénéficiera d'un soutien pour participer davantage à une transition juste.

Au **Belize**, le PNUD fournit un soutien afin de renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises à accéder aux technologies vertes, à la numérisation et à l'innovation.

En collaboration avec la CCNUCC et l'OIT, le

PNUD organise des ateliers régionaux de renforcement des capacités dans le monde entier, afin d'améliorer la capacité nationale à évaluer les incidences de la transition énergétique et à identifier les groupes cibles et les mesures à prendre pour une transition juste.

Fort d'une longue tradition de soutien à la coopération Sud-Sud, le PNUD encourage également un partage plus étendu des connaissances entre les pays et les régions, renforçant ainsi les capacités nationales pour une transition juste.

### Encadré 10

#### Domaines politiques clés pour aborder simultanément la durabilité environnementale, économique et sociale

- (A) Politiques macroéconomiques et de croissance
- (B) Politiques industrielles et sectorielles
- (C) Politiques d'entreprise
- (D) Développement de compétences
- (E) Sécurité et santé au travail
- (F) Protection sociale
- (G) Politiques actives du marché du travail
- (H) Droits humains et du travail
- (I) Dialogue social et tripartisme

Source : OIT, 2015. [Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous.](#)

Encadré 11

## Approche de transition juste dans les contextes nationaux de relèvement, de crise, de conflit et de fragilité

Dans le monde entier, des crises géopolitiques, économiques et environnementales se recourent (notamment le changement climatique, la pandémie de COVID-19 et les retombées mondiales de la crise actuelle en Ukraine) et mettent en évidence les inégalités et les questions de justice.

Ces crises sont l'occasion de transformer les sociétés en les rendant plus justes et plus égalitaires.

Plusieurs pays soutenus dans le cadre de la Promesse climatique, par exemple, ont identifié leur relance économique après la COVID-19 comme une opportunité de reconstruire une économie plus verte et de faire avancer une transition juste. À cette fin, **l'Albanie**, le **Vietnam**, la **Jordanie**, le **Bénin** et les **Philippines** mènent tous des évaluations pour hiérarchiser les mesures de CDN qui contribuent à la relance verte (par exemple, dans la création d'emplois, la croissance économique, l'inclusivité et la protection sociale), en se concentrant particulièrement sur le soutien des moyens de subsistance des personnes les plus touchées par la pandémie.

Dans le même temps, dans les contextes de conflit et de fragilité, y compris dans les pays et territoires soutenus par le PNUD tels que **l'Irak**, le **Mali**, le **Nigeria**, le **Soudan**, la **Palestine** et le **Yémen**, l'accès décentralisé à l'énergie propre est devenu un facteur clé pour relancer les moyens de subsistance et le développement économique local, renforcer la résilience et mettre les pays sur la voie du développement durable.

## \$

# Finance

Selon le [GIEC](#), le financement climatique à l'appui d'une transition juste sera probablement la clé de la réussite d'une transition à faible émission de carbone à l'échelle mondiale. Les gouvernements ne pourront pas en assumer le coût à eux seuls : les investissements doivent provenir à la fois de capitaux publics et privés.

Dans le même temps, il existe encore des lacunes importantes dans l'alignement systématique des flux financiers sur les objectifs de transition juste. Toutefois, de nombreux cadres de financement et de transparence des CDN, ainsi que des instruments de financement climatique existants peuvent contribuer aux éléments constitutifs d'une transition juste.

L'investissement public dans une transition juste pourrait s'inspirer de l'expérience de la mise en place de systèmes de finances publiques plus solides grâce aux procédés d'amélioration des CDN et des SLT. Les cadres de financement des CDN et des SLT articulent déjà les coûts associés à l'action climatique, suivent les flux financiers, mettent en évidence les lacunes financières et identifient les opportunités d'investissement du secteur privé. Ils peuvent être davantage exploités pour comprendre les lacunes du financement de la transition juste et, par conséquent, mieux cibler et mobiliser les ressources, y compris du secteur privé.

L'incidence des investissements du secteur privé dans une transition verte s'étend bien au-delà d'un seul secteur, influençant des résultats environnementaux et sociaux beaucoup plus vastes. Cette incidence provient des pratiques commerciales du secteur, mais également des activités qu'il facilite en fournissant des capitaux et un accès aux services financiers au sens large.

Cela amène de nombreux gouvernements à se poser la question suivante : comment le secteur privé peut-il être plus profondément engagé dans la mise en œuvre et les investissements de la CDN, et dans une transition juste ? La réponse réside en partie dans la réduction des risques politiques et financiers pour aider à réduire la crainte des risques associés à la transition verte. Les prestataires de services financiers jouent également un rôle important dans l'accompagnement de la transition climatique en allouant des actifs à des instruments de dette publique dédiés aux enjeux locaux de transition.

Pour attirer les investissements du secteur privé dans la transition verte, le PNUD soutient plusieurs pays engagés dans la Promesse climatique, dont la [Côte d'Ivoire](#) et le [Sénégal](#), afin de chiffrer, de promouvoir et d'augmenter efficacement les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables, en utilisant son cadre de [réduction des risques inhérents aux investissements dans les énergies](#)

Encadré 12 :

### Cadre de financement pour une transition juste du G20<sup>16</sup>

1. Identification des investissements et des activités de transition ;
2. Communication d'informations sur les investissements, les activités et les plans de transition ;
3. Instruments financiers pertinents pour la transition ;
4. Conception des mesures politiques ;
5. Évaluation et atténuation de l'incidence sociale et économique négative des activités et des investissements de transition.

[renouvelables](#). Ce cadre identifie systématiquement les obstacles et risques associés qui peuvent freiner les investissements du secteur privé dans les énergies renouvelables, et recommande des ensembles d'interventions ciblées pour faire face à ces risques.

Du côté du marché de la finance durable, le PNUD travaille avec les membres du G20 afin de faire face aux enjeux tels que l'accès limité des PME aux marchés nationaux et internationaux de la finance durable, de manière abordable.

En tant que secrétariat du groupe de travail du G20 sur la finance durable (SFWG), le PNUD aide également les membres du G20 à concevoir un cadre de financement pour une transition juste (Encadré 12). Comme indiqué dans le [rapport 2022 du G20 sur la finance durable](#), le financement de la transition fait référence aux services financiers soutenant la transition de l'ensemble de l'économie, dans le contexte des ODD, vers des émissions inférieures ou nulles et la résilience climatique, d'une manière alignée

sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Le cadre de financement pour une transition juste du SFWG du G20 aidera à augmenter le financement qui peut soutenir les pays dans leur transition climatique. Ce cadre de haut niveau vise à permettre au marché financier de soutenir une transition ordonnée, juste, abordable et équitable de l'économie mondiale vers la durabilité, en incluant les objectifs de l'Accord de Paris et du Programme 2030.

Enfin, la transition juste implique que l'action climatique ne doit pas aggraver les asymétries entre pays riches et pays pauvres, et reconnaît l'obligation de flux financiers des pays développés vers les pays en développement. Les partenariats pour une transition énergétique juste, tels que celui lancé en Afrique du Sud et actuellement à l'étude dans d'autres pays du monde, démontrent le potentiel de la coopération internationale en matière de financement de la transition juste.

5

# Études de cas de pays



# Serbie

**Soutenir la transition juste et la décarbonation dans les régions à forte intensité de charbon par le dialogue social et la politique**

**DOMAINES DE SOUTIEN  
DU CADRE DU PNUD**



## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

PIB par habitant	\$9 215 (2021) <sup>17</sup>
Population totale	6 834 326 (2022) <sup>18</sup>
Répartition des revenus/indice de Gini <sup>19</sup> (%)	34,9 (2019)
Pourcentage de la population en situation de pauvreté	21,7 (2019) <sup>20</sup>
Pourcentage de la population sans emploi	10,6 (2022) <sup>21</sup>
Pourcentage de la population définie comme jeune (15-29 ans)	18,02 (2018) <sup>22</sup>
Pourcentage de la population jeune non scolarisée, sans emploi ni formation	16 (2021) <sup>23</sup>

## PROFIL CLIMATIQUE

Émissions totales <sup>24</sup>	61,86 MtCO <sub>2</sub> e (2019)
Pourcentage des émissions mondiales <sup>25</sup>	.13
Objectifs d'émission de la <u>CDN améliorée</u> (soumis en août 2022)	13,2 % de réduction des émissions de GES par rapport au niveau de 2010 (33,3 % par rapport à 1990) d'ici 2030
Pourcentage d'énergie provenant de combustibles fossiles	86 (49 du charbon) (2019) <sup>26</sup>
Secteurs contribuant le plus aux émissions	Production d'électricité et de chaleur : 70 % des émissions <sup>27</sup>
Couverture du secteur de la CDN améliorée	Atténuation : énergie, PIUP, agriculture, déchets Adaptation : agriculture, foresterie, eau
Ministère responsable de la mise en œuvre de la CDN	Ministère de la Protection de l'environnement
CDN améliorée alignée sur le plan de développement national	Objectifs d'émission alignés sur le projet de Plan national énergie-climat (PNEC) et la stratégie de développement à faible émission de carbone
Amélioration de l'alignement entre CDN et ODD	La CDN ne fait pas référence aux ODD.
Aperçu de l'engagement d'adaptation de la CDN améliorée	Les mesures d'adaptation dans le projet de troisième communication nationale à la CCNUCC, ainsi que le cadre de planification de l'adaptation, contribueront à la réalisation du plein potentiel d'atténuation dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'eau.

## ÉTUDE DE CAS SUR LA SERBIE

### Contexte national pour une transition juste

Au cours de la dernière décennie, la Serbie a fait de grands progrès pour promulguer une législation environnementale et climatique approfondie. Le désir du pays d'adhérer à l'UE influence positivement l'élaboration de ses politiques, qui s'aligne sur [l'acquis climatique de l'UE](#). Toutefois, la Serbie reste dépendante des combustibles fossiles, environ la moitié de l'approvisionnement énergétique provenant du charbon.<sup>28</sup> Afin d'éliminer progressivement le charbon, la Serbie prépare actuellement une nouvelle stratégie de développement du secteur de l'énergie, qui mettra en œuvre les obligations découlant du Traité instituant la Communauté de l'énergie, notamment l'augmentation de l'utilisation

des énergies renouvelables. En parallèle, en coopération avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le projet « [Étude de diagnostic sur la transition juste pour la Serbie](#) » soutient davantage une transition vers une économie verte grâce à une évaluation de l'incidence et au développement d'une réserve d'investissements ciblés.

Dans tout le pays, la pauvreté<sup>29</sup> a diminué, mais en 2019, environ un cinquième de la population, en grande partie des personnes basées dans les zones rurales, vivaient dans la pauvreté.<sup>30</sup> Les inégalités économiques se sont également réduites, mais restent élevées.<sup>31</sup> Bien que le marché du travail national ait connu une croissance considérable, un certain nombre de travailleurs sont bloqués

dans des emplois précaires et relativement peu rémunérés. L'emploi informel se situe autour de 18 pour cent et la faible intensité de travail ainsi que le sous-emploi sont généralisés.<sup>32</sup>

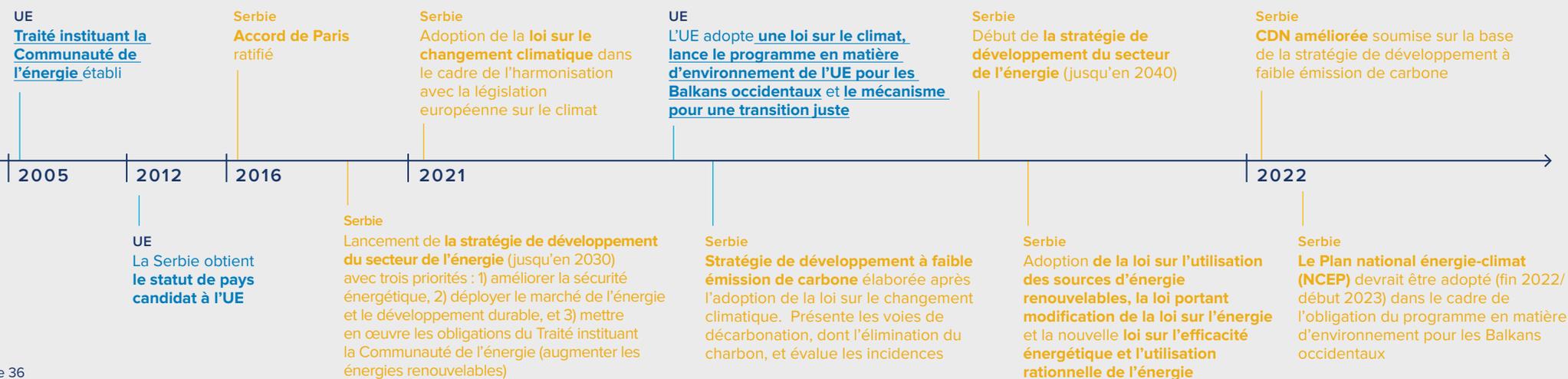
L'écart de rémunération considérable entre la Serbie et les pays de l'UE a encouragé la migration, en particulier pour les travailleurs peu et moyennement qualifiés.<sup>33</sup> Les jeunes (âgés de 15 à 29 ans) représentent environ 18 pour cent<sup>34</sup> de la population et, au sein de ce groupe démographique, 16 pour cent sont non scolarisés, sans emploi ni formation.<sup>35</sup> Les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont faibles et la transition au marché du travail est insuffisamment soutenue.<sup>36</sup>

### Pourquoi une transition juste en Serbie ?

Des facteurs politiques, économiques, environnementaux et sociaux contribuent tous à l'intérêt croissant de la Serbie pour le renforcement d'une transition juste.

**Adhésion à l'UE :** l'UE visant à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 avec un plaidoyer pour que personne ne soit laissé de côté, le processus d'adhésion a fourni une base solide pour des approches de transition juste en Serbie. En particulier, le [mécanisme pour une transition juste de l'UE](#) fournit aux pays candidats un soutien pour garantir que leur transition vers une économie à faible émission de carbone se déroule de manière équitable. Ce mécanisme se concentre sur la fourniture d'une

## CALENDRIER DES POLITIQUES



## ÉTUDE DE CAS SUR LA SERBIE

assistance technique et consultative au moyen d'une plateforme pour une transition juste, ainsi que d'un soutien financier avec le Fonds pour une transition juste qui devrait lever 25 milliards d'euros d'investissements. En outre, une nouvelle facilité de prêt au secteur public est

### Le programme en matière d'environnement pour les Balkans occidentaux :

Il s'agit d'un programme soutenu par l'UE qui présente des recommandations politiques dans cinq domaines clés, notamment : 1) s'aligner sur l'objectif de l'UE de zéro émission nette d'ici 2050 ; 2) libérer le potentiel de l'économie circulaire ; 3) lutter contre la pollution de l'air, de l'eau et du sol ; 4) promouvoir des méthodes durables de production et d'approvisionnement alimentaire ; et 5) exploiter l'important potentiel touristique de la région, en se concentrant sur la protection de la biodiversité et la restauration des écosystèmes.

en cours de création, qui combinera 1,5 milliard d'euros de subventions et 10 milliards d'euros de prêts de la Banque européenne d'investissement, afin de mobiliser 18,5 milliards d'euros d'investissements publics. Afin d'accéder aux fonds, les pays doivent préparer des plans territoriaux qui identifient les régions, les industries et les travailleurs dans le besoin, ainsi que la manière dont ils feront face aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Bien qu'il n'y ait pas de financement formel

pour les pays des Balkans occidentaux, il est possible de soutenir des actions de transition juste par le biais d'un cofinancement dans le cadre du mécanisme.

Une autre initiative de l'UE, le programme en matière d'environnement pour les Balkans occidentaux (EU Green Agenda for Western Balkans), soutient également une transition juste en Serbie. Conformément au programme en matière d'environnement de l'UE, il s'agit d'une stratégie de développement et de croissance visant à éloigner les pays d'un modèle économique traditionnel vers une économie plus durable, tout en stimulant la relance à long terme des Balkans occidentaux et en facilitant leur convergence économique avec l'UE. L'alignement de la stratégie de développement à faible émission de carbone de la Serbie (mandatée par la loi sur le changement climatique) et du Plan national énergie-climat (NECP) sur le programme en matière d'environnement a fourni l'occasion d'introduire des principes de transition juste dans ces politiques.

### Engagement pour la sortie du charbon et la transition vers les énergies renouvelables :

réduire la forte dépendance de la Serbie au charbon est non seulement important pour se conformer à l'UE, mais également pour favoriser la décarbonation de la Serbie. Alors que l'abandon du charbon devrait entraîner une perte nette d'emplois dans le secteur des mines et des carrières ainsi que dans le secteur de l'électricité, du gaz et de la vapeur, il existe un potentiel de croissance de l'emploi dans le secteur de l'agriculture et de la foresterie.<sup>37</sup> Pour les régions de Kolubara et de Kostolac, où se déroule

la majeure partie de l'extraction du charbon et de la production d'électricité à base de charbon, l'élimination progressive du charbon aura un incidence sur un certain nombre de groupes, incluant les travailleurs (notamment dans les mines et les centrales thermiques) les services en aval des mines/usines et leurs travailleurs, ainsi que les personnes pauvres en énergie et la population en général. La décarbonation nécessite donc une croissance des emplois verts. Toutefois, cela offre également une opportunité de garantir que le changement profite à la population de manière équitable, en atteignant les personnes les plus vulnérables, notamment les jeunes.

### Soutenir une transition juste en Serbie

Le PNUD a commencé à répondre aux besoins de transition juste du gouvernement serbe (pour s'aligner sur le mécanisme de transition juste de l'UE et son potentiel à mobiliser des sources de financement) dans le cadre de la première phase de la Promesse climatique.

Afin de commencer par constituer une base de données probantes pour une transition juste, le PNUD a soutenu le rapport [« Amorcer la transition juste en Serbie : ne laisser personne de côté dans les régions et les communautés à forte intensité de charbon en Serbie »](#). Le rapport a constitué une première étape solide afin d'évaluer les scénarios de décarbonation, reposant sur la stratégie de développement à faible émission de carbone, et leurs incidences socio-économiques potentielles respectives.



## ÉTUDE DE CAS SUR LA SERBIE



Une « feuille de route pour une transition juste » a fourni des recommandations pour la planification et la mise en œuvre de mesures clés. Enfin, le rapport propose des options concernant un mécanisme financier pour une transition juste. Il est important de noter que le rapport a intensifié les discussions sur une transition juste et a fourni une base de données sur ce que cela signifie dans les régions charbonnières.

Entre-temps, dans le cadre du projet du [programme en matière d'environnement de l'UE](#), la Serbie, avec le soutien du PNUD, aligne ses principales politiques climatiques et énergétiques sur le programme en matière d'environnement de l'UE pour les Balkans occidentaux. L'un des aspects vise à influencer le programme en matière d'environnement avec des principes de transition juste, grâce à l'élaboration d'un plan de transition juste. S'appuyant sur le rapport élaboré dans le cadre de la première phase de la Promesse climatique, ce plan élargit la vision d'une transition juste au-delà du secteur de l'énergie et examine plus en profondeur les aspects de la décarbonation, notamment les industries vertes, l'économie circulaire, l'agriculture et la protection de l'environnement. Ce plan devrait aider à faire le lien entre les nombreux aspects de la décarbonation et de la transition juste, et constituer, à son tour, un outil utile pour faciliter l'accès au financement.

Afin de sensibiliser et de parvenir à un consensus autour de l'élaboration d'un plan de transition juste, le PNUD aidera désormais le gouvernement serbe à organiser de vastes consultations des parties prenantes aux niveaux national et local. Les dialogues incluront

les parties prenantes et les décideurs nationaux du climat, les regroupements d'entreprises, les syndicats, le secteur privé et la société civile, et informeront et influenceront le plan de transition juste de la Serbie. En élevant une diversité de voix et en renforçant le soutien et l'appropriation des principes de transition juste, les dialogues jetteront également les bases d'un mécanisme gouvernemental institutionnalisé sur la transition juste, grâce à la participation accrue du ministère de l'Énergie, du ministère de l'Environnement, du ministère de l'Économie, du ministère du Travail, de l'emploi, des anciens combattants et de la politique sociale, ainsi que du ministère des Finances.

En parallèle, reconnaissant le rôle fondamental que joue le secteur privé dans la mise en œuvre de la CDN et la transition juste, la Serbie renforce également la participation des entreprises à l'action climatique dans le cadre de la deuxième phase de la Promesse climatique. Le [Challenge de l'innovation](#) du PNUD, par exemple, accorde des investissements à des entreprises publiques et privées, en leur fournissant des connaissances et un financement de démarrage pour une transformation et une décarbonation justes et vertes de leurs activités commerciales. Ce soutien offre surtout l'occasion de mettre en pratique les principes de transition juste, tout en favorisant les bonnes pratiques, par exemple, la reconversion des employés afin d'améliorer la compétitivité et la rétention du personnel.

# Afrique du Sud

Renforcer une approche à l'échelle de la société pour la transition juste en Afrique du Sud

DOMAINES DE SOUTIEN  
DU CADRE DU PNUD



## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

PIB par habitant	6 994 \$ (2021) <sup>38</sup>
Population totale	60,6 millions de personne <sup>39</sup>
Répartition des revenus/indice de Gini <sup>41</sup> (%)	62 (2017) <sup>40</sup>
Pourcentage de la population en situation de pauvreté	55,5 (2014) <sup>42</sup>
Pourcentage de la population sans emploi	De la population totale : 34,5 (2022) <sup>43</sup> De la population jeune : 63,9 (15-24 ans) ; 42,1 (25-34 ans) <sup>44</sup>
Pourcentage de la population définie comme jeune (15-29 ans)	34 (15-34 ans) <sup>45</sup>
Pourcentage de la population jeune non scolarisée, sans emploi ni formation	30,7 <sup>46</sup>

## PROFIL CLIMATIQUE

Émissions totales <sup>47</sup>	562,12 MtCO <sub>2</sub> e
Pourcentage des émissions mondiales <sup>48</sup>	1,13
Objectifs d'émission de la CDN améliorée (soumission en septembre 2021)	Objectif conditionnel : réduire les émissions de GES à 398-510 MtCO <sub>2</sub> e d'ici 2025 et à 350-420 MtCO <sub>2</sub> e d'ici 2030
Pourcentage d'énergie provenant de combustibles fossiles	90 (74 % du charbon) (2020) <sup>49</sup>
Secteurs contribuant le plus aux émissions	Électricité : 55 % ; Énergie : 15 % ; Transport : 12 % <sup>50</sup>
Couverture du secteur de la CDN améliorée de l'atténuation/adaptation	Atténuation : énergie, PIUP, AFAUT, déchets Adaptation : agriculture, zones côtières, gestion des risques de catastrophes, environnement, santé, eau, transversal
Ministère responsable de la mise en œuvre de la CDN	Département de l'environnement, de la foresterie et de la pêche
CDN améliorée alignée sur le plan de développement national ?	Oui (Plan national de développement, 2011)
Amélioration de l'alignement entre CDN et ODD	Non spécifié dans la CDN
Aperçu de l'engagement d'adaptation de la CDN améliorée	5 objectifs : 1) améliorer la gouvernance et les cadres juridiques de l'adaptation au changement climatique ; 2) développer une compréhension : des incidences sur l'Afrique du Sud d'un réchauffement climatique de 1,5 et 2 °C, des voies d'émission mondiales sous-jacentes grâce à la cartographie géospatiale des risques climatiques physiques, et enfin des besoins d'adaptation dans le contexte du renforcement des secteurs clés de l'économie ; 3) mettre en œuvre les interventions d'adaptation de la Stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques ; 4) accéder au financement pour la mise en œuvre de l'adaptation par le biais de mécanismes de financement multilatéraux ; et 5) quantifier et reconnaître les efforts nationaux d'adaptation et de résilience.

## ÉTUDE DE CAS SUR L'AFRIQUE DU SUD

### Contexte national pour une transition juste

Bien qu'elle soit en tête de l'Afrique en matière d'émissions de GES, l'Afrique du Sud s'est engagée à évoluer vers une économie à faible émission de carbone et un avenir à zéro émission nette en abordant les incidences plus vastes du changement climatique. La dépendance à l'égard d'un charbon accessible et bon marché a contribué à cette situation, qui fait de l'Afrique du Sud l'économie la plus dépendante du charbon au sein du G20.<sup>52</sup> À l'heure actuelle, près des trois quarts des besoins énergétiques sont couverts par le charbon.<sup>53</sup> Comprenant l'incidence qu'une transition à faible émission de carbone aura sur la population, le cadre de politique climatique du pays a établi, depuis 2012, des liens explicites avec une transition juste, comme en témoignent le projet de loi sur le changement climatique, le plan de développement national,

la CDN améliorée et la stratégie de développement à faible émission 2050. En 2022, un [Cadre pour une transition juste en Afrique du Sud](#) a été élaboré afin de soutenir la coordination et la cohérence de la planification de la transition juste.

En tant qu'étape vitale pour financer la transition juste de l'Afrique du Sud, le [Partenariat pour une transition énergétique juste](#) cherche à mobiliser un engagement initial de 8,5 milliards de dollars au moyen de divers mécanismes, notamment des subventions, des prêts et des investissements concessionnels, ainsi que des instruments de partage des risques, y compris ceux visant à accroître la participation du secteur privé. Bien que les fonds ne se soient pas encore pleinement concrétisés, cet engagement en faveur du financement peut opérationnaliser une approche à l'échelle de la société pour la mise en œuvre de la transition juste, en mobilisant surtout les entreprises.

**« En Afrique du Sud, une transition juste est essentielle pour réorienter notre voie de développement vers une durabilité accrue, favoriser un développement résilient au changement climatique et à faible émission de GES, tout en offrant une vie meilleure pour tous ».**

### CDN améliorée de l'Afrique du Sud

Une telle approche inclusive est primordiale, car l'Afrique du Sud présente certains des taux d'inégalité les plus élevés au monde. Cette situation est illustrée, en partie, par un accès inégal aux opportunités, aux revenus et à la richesse. Les dichotomies du système éducatif influencent les opportunités offertes aux jeunes et contribuent à des résultats très différents selon les segments de la population.<sup>54</sup> En 2019, les 10 pour cent les plus riches de la population recevaient environ les deux tiers du revenu national, tandis que les 50 pour cent les plus pauvres en recevaient moins

de 5 pour cent.<sup>55</sup> Les inégalités raciales et de genre persistent également : les ménages dirigés par des blancs gagnent 4,7 fois plus que les ménages dirigés par des Africains noirs<sup>56</sup> et, en moyenne, les ménages dirigés par une femme sont 10 pour cent plus susceptibles d'être pauvres que les ménages dirigés par un homme.<sup>57</sup> Le chômage des jeunes reste obstinément élevé à 63,9 pour cent (15-24 ans) et 42,1 pour cent (25-35 ans).<sup>58</sup>

## CALENDRIER DES POLITIQUES

Le **Congrès des syndicats sud-africains** publie « [Une transition juste vers une économie à faible émission de carbone et résiliente au changement climatique](#) », définissant le cadre politique de l'Union sur le changement climatique et appelant à une transition juste

L'**Accord de Paris est ratifié** ; [la contribution prévue déterminée au niveau national](#) inclut une référence à la transition juste

Lancement du **Partenariat pour une transition énergétique juste**<sup>51</sup> à la COP26 afin d'accélérer la décarbonation de l'économie nationale, en particulier dans la production d'électricité

L'Afrique du Sud adopte un **projet de loi sur le changement climatique** afin de soutenir une transition juste vers une économie à faible émission de carbone et résiliente au changement climatique

2011

2012

2016

2020

2021

2022

Le **Plan de développement national de l'Afrique du Sud** comprend un chapitre décrivant un cadre directeur pour une transition juste

Lancement d'une **stratégie de développement à faible émission** qui fixe un objectif de zéro émission nette pour 2050

La **CDN améliorée** soumise postule que la transition juste est au cœur des voies de développement vert

Approbation d'un **Cadre pour une transition juste en Afrique du Sud**. Fournit une vision et des principes partagés pour guider une transition juste ainsi que des politiques et des dispositifs de gouvernance pour donner effet à la transition

## ÉTUDE DE CAS SUR L'AFRIQUE DU SUD



© Jan Truter

### Pourquoi une transition juste en Afrique du Sud ?

**Histoire de la transition juste dans le discours national :** le soutien de l'Afrique du Sud à une transition juste n'est pas un fait nouveau. Le concept a été mis en avant par la [note d'orientation](#) de 2011 du Congrès des syndicats sud-africains appelant à la participation et au leadership des travailleurs afin d'exiger une transition juste et de demander le soutien du gouvernement pour les emplois liés au climat et les énergies renouvelables. Cette note d'orientation a contribué à lancer la discussion sur une transition juste en Afrique du Sud. Plus d'une décennie plus tard, les syndicats continuent de plaider en faveur d'une transition juste, en particulier dans les régions à forte intensité de charbon, garantissant que le concept fait partie de la réflexion nationale, tout en jetant les bases de l'engagement de l'ensemble de la société.

**Environnement politique favorable :** En commençant par le [Plan de développement national](#) de l'Afrique du Sud (2012), le concept d'une transition juste vers une économie à faible émission de carbone est fermement ancré dans l'environnement politique de l'Afrique du Sud. Illustrant l'influence de la note d'orientation de 2011 du Congrès des syndicats sud-africains, le Plan national de développement a consacré un chapitre à la transition juste intitulé « Assurer la durabilité environnementale et une transition équitable vers une économie et une société à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique ». En plus de la première CDN de l'Afrique du Sud (contribution prévue déterminée au niveau national) et de la CDN améliorée soutenant la transition juste, la SLT du pays fixe des objectifs zéro

émission nette d'ici 2050. Un ensemble de politiques et de mesures incitatives sont en place afin de faciliter le passage de la production d'électricité au charbon à l'électricité renouvelable.<sup>59</sup> Le Cadre pour le procédé de transition juste récemment approuvé en Afrique du Sud fournit des orientations concrètes afin de soutenir la transition.

**Volonté politique :** en 2017, pour l'élaboration du cadre d'orientation de la transition juste défini dans le Plan national de développement, la Commission nationale de planification a lancé les « [Dialogues des partenaires sociaux sur les voies d'une transition juste](#) ». Ces dialogues ont conduit à la création de la Commission présidentielle sur le climat en 2018, chargée de superviser et de coordonner des voies socialement inclusives vers le zéro émission nette. Cette Commission a dirigé l'élaboration du Cadre pour une transition juste en Afrique du Sud.

**La transition juste est encore un espace contesté :** L'incidence d'une transition à faible émission de carbone aura de graves implications sur le PIB national, les moyens de subsistance des personnes employées dans l'industrie du charbon, et les activités économiques locales qui se sont développées autour d'elle. Par exemple, dans la province de Mpumalanga, qui abrite 90 pour cent de la production de charbon de l'Afrique du Sud et 70 pour cent de ses centrales électriques au charbon, 10 pour cent des emplois proviennent de l'industrie du charbon<sup>60</sup> tandis que 57 pour cent des entreprises entourant les mines et les usines desservent l'industrie.<sup>61</sup> Les changements substantiels que la transition énergétique apportera, pas seulement dans l'industrie du charbon, nécessitent un accord commun sur le pacte social nécessaire afin d'évoluer vers une éco-

## ÉTUDE DE CAS SUR L'AFRIQUE DU SUD

nomie verte et à faible émission de carbone. Le Cadre pour le procédé de transition juste en Afrique du Sud récemment approuvé fournit des orientations sur ce pacte social : il sera donc essentiel de rassembler la société civile, les universités, les syndicats et les parties prenantes du secteur privé afin de soutenir cette vision commune.

### Soutenir une transition juste en Afrique du Sud : dialogue social et engagement des parties prenantes (en portant l'attention sur le dialogue tripartite)

La conversation en Afrique du Sud autour d'une transition juste progresse grâce à un environnement politique favorable et à un engagement fort des parties prenantes.

De 2017 à 2019, la Commission nationale de planification, avec le soutien du PNUD et de la Wits School of Governance, a organisé des tables rondes multipartites afin de renforcer le pacte social pour des voies de transition juste vers une économie et une société à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique. En invitant les syndicats et les organisations syndicales, les représentants des jeunes, les chercheurs universitaires et les principaux acteurs gouvernementaux à partager leurs points de vue sur ce que signifie une transition juste pour les groupes qu'ils représentent, les tables rondes ont contribué à faire avancer le discours national.

Dans le contexte actuel de l'Afrique du Sud et compte tenu du nouveau partenariat pour une transition énergétique juste, le PNUD propose désormais de renforcer le dialogue social autour de la transition juste, à travers le développement d'une plateforme de transition énergétique juste. En collaboration avec la Commission présidentielle sur le climat, la plateforme soutiendra les priorités du gouvernement concernant la transition juste, tout en tirant parti du rôle d'organisateur du PNUD. Son objectif principal est de débloquent et de construire un leadership éclairé ainsi qu'un consensus autour de la mise en œuvre de la transition juste, en comblant le fossé entre la vision nationale déclarée et sa réalité sur le terrain. La plateforme formulera conjointement des solutions avec différents acteurs et parties prenantes qui aboutiront à une transition juste ga-

- (i) stimulera la recherche et les débats critiques entre experts et parties prenantes mondiaux et nationaux (publics, privés, syndicaux, universitaires et des OSC) sur le large éventail de questions associées à une transition énergétique juste ;
- (ii) favorisera la création de différents descriptifs et discours sur la transition juste en Afrique du Sud, en s'inspirant des expériences de pays similaires ;
- (iii) facilitera l'échange d'apprentissage entre les dirigeants dans le procédé de la transition énergétique juste ; et
- (iv) présentera des recommandations de mise en œuvre politique, stratégique et pratique aux parties prenantes.

nant-gagnant. Afin d'y parvenir, la plateforme : Il est proposé que la plate-forme de transition énergétique juste soit stratégiquement située dans une université, dans un espace défini par la « libre-pensée » et la « libre-expression ». Elle fournira un espace de premier plan formidable pour les leaders d'opinion, les universitaires de renom, les hauts responsables de l'industrie et les voix de la société civile et des travailleurs, afin de partager leurs points de vue sur le procédé de transition juste, tandis que le débat fournira un mécanisme de retour d'information honnête pour les décideurs et les technocrates chargés de la transition. La plateforme vise à faire évoluer des positions bien ancrées, à ouvrir de nouvelles perspectives et à faciliter l'émergence de solutions, tout en offrant la possibilité de penser au-delà de la transition juste. Alors que le soutien à l'économie verte s'installe en Afrique du Sud, en particulier dans le cadre du nouveau [Plan de reconstruction et de relance économique](#), l'attention portée sur les secteurs verts, tels que l'agriculture et la sécurité de l'eau, occupera probablement une plus grande place dans l'économie verte et nécessitera des considérations de transition juste.

Les principaux acteurs gouvernementaux comprendront la Commission présidentielle sur le climat, la Commission nationale de planification, le Département des ressources minérales, le Département de l'environnement, de la foresterie et de la pêche, et le Département de l'agriculture, de la réforme agraire et du développement rural. En outre, l'engagement d'acteurs qui, historiquement, n'ont pas été fortement impliqués dans les discussions, sera intégré à la conversation. Il s'agit notamment des parties prenantes de l'espace de l'économie verte (en dehors du secteur de l'énergie), du secteur privé ainsi que des institutions et acteurs financiers.

Avec leur inclusion, la plateforme explorera le financement climatique : de la manière de tirer parti des financements privés et des marchés de capitaux à la manière dont le financement des émissions de carbone évitées pourrait bénéficier à la production d'énergie renouvelable. En associant le secteur privé à la conversation, la transition juste devrait passer d'une responsabilité gouvernementale à un processus multipartite, attirant également le soutien et le financement de sources non gouvernementales.



# Costa Rica

Le renforcement de la base de données probantes favorise une transition juste dans la SLT

DOMAINES DE SOUTIEN  
DU CADRE DU PNUD



## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

PIB par habitant	12 508 \$ (2021) <sup>62</sup>
Population totale	5 139 053 (2019) <sup>63</sup>
Répartition des revenus/indice de Gini (%)	49 (2021) <sup>64</sup>
Pourcentage de la population en situation de pauvreté	26,2 (2021) <sup>65</sup>
Pourcentage de la population sans emploi	18 (2021) <sup>66</sup>
Pourcentage de la population définie comme jeune (15-24 ans)	16 (est. 2020) <sup>67</sup>
Pourcentage de la population jeune non scolarisée, sans emploi ou formation (15-24 ans)	23 (2021) <sup>68</sup>

## PROFIL CLIMATIQUE

Émissions totales <sup>69</sup>	11,51 MTCO <sub>2</sub> e
Pourcentage des émissions mondiales <sup>70</sup>	.02
Objectifs d'émission de la <u>CDN améliorée</u> (soumission le 29/12/2020)	Objectifs inconditionnels : Maximum d'émissions nettes de 9,11 MtCO <sub>2</sub> e en 2030 ; budget maximal d'émissions nettes de 106,53 MtCO <sub>2</sub> e sur la période 2021-2030
Pourcentage d'énergie provenant de combustibles fossiles	49 (2018) <sup>71</sup>
Secteurs contribuant le plus aux émissions	Le secteur de l'énergie, en particulier les transports, contribue à 75,4 % des émissions d'énergie. <sup>72</sup>
Couverture du secteur de la CDN améliorée de l'atténuation/adaptation	Atténuation : énergie, PIUP, AFAUT et déchets Adaptation : agriculture, zone côtière, gestion des risques de catastrophes, environnement, santé, transversal (services climatiques, gestion des risques climatiques, renforcement des capacités)
Ministère responsable de la mise en œuvre de la CDN	Ministère de l'Environnement et de l'énergie, Direction du changement climatique
CDN améliorée alignée sur le plan de développement national ?	Les cibles/objectifs de CDN sont cohérents avec la trajectoire du Plan national de décarbonation présenté par le Costa Rica en 2019 et visant à atteindre des émissions nettes nulles en 2050, et sont cohérents avec la trajectoire de 1,5 °C.
Amélioration de l'alignement entre CDN et ODD	La CDN mise à jour contient des références aux ODD correspondants.
Aperçu de l'engagement d'adaptation de la CDN améliorée	La CDN s'engage à renforcer les conditions de résilience sociale, économique et environnementale du pays aux effets du changement climatique par le renforcement des capacités et l'information pour la prise de décision, l'inclusion de critères d'adaptation dans les instruments de financement et de planification, l'adaptation des services publics, des systèmes productifs et des infrastructures, ainsi que la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature. Le Costa Rica a inclus une section « Communication sur l'adaptation » dans le cadre de sa CDN améliorée.

## ÉTUDE DE CAS SUR LE COSTA RICA

### Contexte national pour une transition juste

Le Costa Rica a été l'un des premiers champions du climat et du zéro émission nette, s'engageant en 2007 à atteindre la neutralité carbone d'ici 2021. Depuis lors, le pays a régulièrement renforcé son cadre de politique climatique afin de se concentrer sur une transition juste vers une économie verte. Ce point est illustré dans le [Plan national de décarbonation 2018-2050 \(PND\)](#) qui fixe un calendrier pour la neutralité carbone jusqu'en 2050. En 2020, le Costa Rica a mis à jour et soumis une [CDN améliorée](#), en l'alignant sur le Plan national de décarbonation et son scénario de décarbonation visant à atteindre 1,5 °C d'ici 2050. En réaffirmant l'engagement national envers le zéro émission nette, la CDN fournit la feuille de route à court terme pour y parvenir et, surtout, la base juridique en tant que signataire de l'Accord de Paris.

Dans le cadre du Plan national de décarbonation et de la CDN, la transition juste est à la fois transversale et essentielle pour atteindre le zéro émission nette. Le Plan national de décarbonation porte l'attention sur les « stratégies de travail de transition juste » et reconnaît que la viabilité politique des transitions majeures soutenues dans le plan sera « associée au processus d'adaptation aux opportunités et aux enjeux qui se présenteront sur le marché du travail ». La CDN met en évidence des actions spécifiques, notamment l'analyse de l'état des emplois verts, l'établissement d'un programme de gouvernance de transition juste pour les secteurs de la CDN, et l'élaboration d'une stratégie de transition juste et d'une politique des emplois verts.

Au même moment, sur le front des énergies renouvelables, le Costa Rica a fait des progrès impressionnants. Actuellement, 99,92 pour

**« Le Costa Rica considère la transition juste, axée sur la justice sociale et climatique, comme le meilleur moyen de construire un Costa Rica meilleur, afin que le pays puisse maximiser la décarbonation et accroître la résilience tout en favorisant la prospérité ».**

*- CDN améliorée du Costa Rica*

cent de l'électricité provient de sources renouvelables, dont près des trois quarts de l'hydroélectricité.<sup>73</sup> Pourtant, bien que leader mondial de la production d'énergie renouvelable, le pays reste dépendant des combustibles fossiles, en particulier dans le secteur des transports, qui est responsable de près des trois quarts des émissions d'énergie et est au cœur des efforts de décarbonation.<sup>74</sup>

Après des années de croissance économique régulière, le Costa Rica est désormais considéré comme un pays à revenu intermédiaire. Néan-

moins, un quart<sup>75</sup> de sa population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté national, les ménages dirigés par des femmes étant plus susceptibles d'être pauvres.<sup>76</sup> La COVID-19 a eu un incidence négative sur les marchés du travail, affectant de manière disproportionnée les populations vulnérables et les jeunes. En 2021, les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) étaient confrontés à un taux de chômage de 38,1 pour cent, contre 11,5 pour cent pour les 25 ans et plus.<sup>77</sup> L'écart de chômage est également généré : 12,2 pour cent des hommes contre 19 pour cent des femmes sont au chômage.<sup>78</sup>

## CALENDRIER DES POLITIQUES



## ÉTUDE DE CAS SUR LE COSTA RICA



© Priscilla Mora/PNUD Costa Rica

### Pourquoi une transition juste au Costa Rica ?

**Une « approche sociale » est monnaie courante au Costa Rica :** adopter une « approche sociale » de l'élaboration des politiques et du développement, dans laquelle les implications sociales d'une politique sont prises en considération parallèlement aux besoins des plus vulnérables, est depuis longtemps un fait ancré dans la mentalité et le discours politique du Costa Rica. L'approche s'étend à la politique et à l'action du Costa Rica en matière de changement climatique qui a historiquement donné la priorité à l'inclusion et à l'équité, par exemple, comme le démontre le processus consultatif qui a éclairé la CDN améliorée et le Plan national de décarbonation du pays. Les principes d'une transition juste sont alignés sur ceux d'une « approche sociale » : une transition juste prend en considération les incidences sociales qu'entraînera le passage à une économie verte, y compris sur le travail.

**Volonté politique :** en 2018, le ministère de l'Environnement et de l'énergie a mandaté l'élaboration du Plan national de décarbonation en six mois, comprenant, à la demande de l'administration précédente, les voies de décarbonation. Le ministre de l'Environnement et de l'Énergie est devenu un champion du plan et a contribué à fournir le capital politique afin de faire avancer les discussions. L'application des principes de la transition juste à la CDN du pays a également reçu un soutien politique, car elle est considérée comme un moyen efficace d'évaluer l'incidence des actions de la CDN sur l'emploi.

**Environnement politique favorable :** un contexte de politique environnementale et climatique bien établi a jeté les bases de l'élaboration du Plan national de décarbonation et de la CDN du Costa Rica. Depuis la création de la stratégie nationale sur le changement climatique en 2007, le Costa Rica a mis en œuvre des mesures d'atténuation (MAAN) et d'adaptation, ainsi que la gestion de deux phases d'un programme national pour la neutralité carbone. L'appui à une stratégie de transition juste a été initié par une précédente administration avec le soutien du ministère du Plan national. Bien que la stratégie ne soit pas encore achevée, elle a contribué à faire prendre conscience des principes de transition juste et a jeté les bases de son inclusion dans le Plan national de décarbonation et la CDN.

### Soutenir une transition juste au Costa Rica

Aux côtés d'autres partenaires de développement, le PNUD a aidé la Direction du changement climatique du Costa Rica à élaborer le Plan national de décarbonation en fournissant des apports techniques et en facilitant les consultations avec le secteur privé, le secteur public et la société civile, à travers une approche à l'échelle de la société. Afin d'accroître l'adhésion des ministères sectoriels au plan, y compris les services publics, la Direction du changement climatique a élaboré des scénarios de décarbonation à partir de données et de données probantes, en incluant les résultats concrets attendus dans chacun d'eux.

## ÉTUDE DE CAS SUR LE COSTA RICA

L'application des principes de transition juste aux scénarios de décarbonation était nécessaire, car ils incluent intrinsèquement une dimension sociale et de travail. Le PNUD a facilité les négociations avec les ministères et fondé les discussions sur la science relative à la décarbonation. Cette approche factuelle s'est avérée fondamentale pour obtenir un soutien sectoriel. Les principales parties prenantes gouvernementales comprenaient le ministère du Travail et de la sécurité sociale et le ministère de la Planification. En outre, le PNUD a facilité les discussions avec les entreprises privées de services publics, les acteurs du transport et de l'automobile du secteur privé, et la Chambre de l'industrie.

Alors que le Plan national de décarbonation était achevé en 2019, le processus de révision de la CDN du pays commençait. L'une des principales priorités de la révision était de l'aligner sur l'objectif 2050 du Plan national de décarbonation. En conséquence, la CDN reflète non seulement les scénarios d'émissions du Plan national de décarbonation, mais également ses approches transversales, dont la transition juste. La CDN mise à jour s'appuie sur les approches de transition juste présentées dans le Plan national de décarbonation et renforce la capacité du pays à l'opérationnaliser en incluant des activités spécifiques de transition juste, notamment l'élaboration d'une stratégie de transition juste.

L'élaboration du Plan national de décarbonation a donc été essentielle pour influencer la révision de la CDN. La consultation, avec le soutien du PNUD, des groupes vulnérables, notamment les peuples autochtones, les personnes âgées, les jeunes, les femmes, les per-

sonnes d'ascendance africaine et la communauté trans, était également essentielle.

En réponse à la pandémie de COVID-19 et à son incidence sur l'économie et la main-d'œuvre du Costa Rica, le PNUD a soutenu une étude sur ce qui se passerait si la relance nationale était guidée par le Plan national de décarbonation. L'étude a aligné les investissements de décarbonation du Costa Rica sur la relance économique. Elle a évalué les trajectoires de relance possibles en estimant les effets potentiels de trois scénarios d'investissement de décarbonation sur l'emploi (notamment la répartition de l'emploi entre les femmes et les hommes et les catégorisations de compétences professionnelles) et l'activité économique (telle que décrite par la valeur ajoutée par secteur économique).

En comparant l'activité économique et l'emploi modélisés dans les scénarios, le rapport a estimé les avantages potentiels des dépenses de décarbonation sur la relance économique liée à la COVID-19 (Figure 12), ainsi que la manière dont les investissements de décarbonation pourraient contribuer à la réalisation des ODD.

Les résultats sont clairs : l'utilisation du Plan national de décarbonation comme guide accélérera la relance et créera davantage d'emplois verts. Il est important de noter que les résultats ont également évalué l'incidence générée de la perte d'emplois et de la croissance dans différents scénarios, en présentant la manière dont l'emploi des femmes pourrait être stimulé grâce à des investissements importants dans la décarbonation.

Figure 12

### Modélisation de l'évolution des emplois et de la valeur ajoutée pour trois scénarios d'investissement de décarbonation par rapport à la référence sans COVID-19

- Aucun
- 4,85 milliards de dollars
- 6,20 milliards de dollars
- 8,30 milliards de dollars
- Référence sans COVID-19

#### Calibrage de l'emploi



#### Calibrage à valeur ajoutée



# Inde

Soutenir une transition juste grâce au développement des compétences et aux emplois verts

DOMAINES DE SOUTIEN  
DU CADRE DU PNUD



## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

GDP per capita	2 277,4 \$ (2021) <sup>79</sup>
Total population	1,39 milliard de personnes (2021) <sup>80</sup>
Income distribution/ Gini index (%)	35,7 (2011) <sup>81</sup>
% of population in poverty	10,2 (2019) <sup>82</sup>
% of population unemployed (% of total labour force)	Population générale : 6 <sup>83</sup> 15-24 ans : 12,9 <sup>84</sup>
% of population defined as youth	27,3 (15-29 ans) <sup>85</sup>
% of youth population not in education, employment, training	Aucune donnée disponible

## PROFIL CLIMATIQUE

Émissions totales <sup>86</sup>	3,36 (Gt CO <sub>2</sub> e)
Pourcentage des émissions mondiales <sup>87</sup>	7
Objectifs d'émission de la <u>CDN améliorée</u> (soumis en août 2022)	Réduire l'intensité des émissions du PIB de 45 % d'ici 2030, par rapport au niveau de 2005 ; 50 % de la capacité électrique installée cumulée provenant de ressources énergétiques non fossiles d'ici 2030. Objectif de zéro émission nette d'ici 2070.
Pourcentage d'énergie provenant de combustibles fossiles	58,5 <sup>88</sup>
Secteurs contribuant le plus aux émissions	Secteur de l'énergie à 71 %, suivi de l'agriculture, de la fabrication, des transports et des PIUP <sup>89</sup>
Couverture du secteur de la CDN améliorée de l'atténuation/adaptation	Atténuation <sup>90</sup> : énergie, PIUP, déchets, transport, foresterie Adaptation : agriculture, ressources en eau, zone côtière, santé, gestion des catastrophes
Ministère responsable de la mise en œuvre de la CDN	Ministère de l'Environnement et du changement climatique
CDN améliorée alignée sur le plan de développement national ?	Non spécifié dans la CDN
Amélioration de l'alignement entre CDN et ODD	Non spécifié dans la CDN
Aperçu de l'engagement d'adaptation de la CDN améliorée	Mieux s'adapter au changement climatique en renforçant les investissements dans les programmes de développement concernant les secteurs vulnérables au changement climatique.

## ÉTUDE DE CAS SUR L'INDE

### Contexte national pour une transition juste

L'Inde représente l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde, dont la population devrait dépasser celle de la Chine au cours de cette décennie.<sup>91</sup> Une croissance aussi spectaculaire transforme le bien-être des Indiens, avec une classe moyenne en expansion et une urbanisation rapide. Répondre à cette demande croissante entraîne des enjeux environnementaux et climatiques pour l'Inde.

Afin de soutenir le double objectif du développement et de l'action climatique, l'Inde a lancé le Plan d'action national sur le changement climatique en 2008. En complément, le gouvernement a également mis en place plusieurs politiques sectorielles, en particulier dans les secteurs du bâtiment et des transports, autour de la conservation de l'énergie, de l'efficacité énergétique, de la précarité énergétique, de la promotion et des mesures incitatives pour les énergies renouvelables et véhicules électriques.

En août 2022, l'Inde a soumis sa [CDN améliorée](#) s'engageant à réduire l'intensité des émissions de son PIB de 45 pour cent d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2005, et à couvrir 50 pour cent de ses besoins énergétiques à partir de ressources énergétiques non fossiles d'ici 2030.

La capacité de l'Inde à utiliser des combustibles non fossiles pour la production d'électricité (y compris nucléaire) a dépassé l'objectif de 40 pour cent que le pays s'était fixé dans sa CDN initiale, mais 58,2 pour cent de son électricité provient toujours de combustibles fossiles (dont la moitié du charbon)<sup>92</sup>. Sans surprise, la demande d'électricité augmente à mesure que de plus en plus de ménages se connectent au réseau, que l'appétit des consommateurs pour les appareils électroménagers et les véhicules électriques augmente et que des industries telles que l'aluminium, l'acier et le ciment<sup>93</sup> se développent pour répondre aux besoins de construction et d'infrastructure. Toutefois, il est primordial de réduire l'utilisation des combustibles fossiles

tout en répondant à la demande croissante d'électricité si l'Inde veut atteindre ses objectifs de CDN.

Dans le même temps, l'Inde a fait des progrès remarquables dans la réduction de la pauvreté absolue avec des estimations démontrant que la pauvreté est passée de 22,5 pour cent en 2011 à 10,2 pour cent en 2019.<sup>94</sup> Les avantages, cependant, n'ont pas été proportionnels, avec plus des trois quarts de la richesse nationale concentrée sur seulement 10 pour cent de la population.<sup>95</sup> Par ailleurs, le clivage rural/urbain est net : alors que l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) en milieu rural est de 15,5 pour cent, il est de 4 pour cent en milieu urbain.<sup>96</sup> Ces disparités se reflètent dans les districts houillers de l'Inde qui connaissent certains des taux les plus élevés de pauvreté multidimensionnelle. Dans les États à dominante charbonnière du Jharkhand et de l'Odisha, l'IPM est de 42 pour cent et 29 pour cent, respectivement.<sup>97</sup> Pour ces districts, le secteur du charbon est souvent le premier employeur, fournissant à la fois du travail formel et

informel. Il est estimé que, pour chaque emploi formel dans le secteur du charbon, il existe trois emplois informels, ce qui correspond aux taux élevés d'emploi dans l'économie informelle en Inde, qui s'élèvent à 90 pour cent.<sup>98</sup> Avec l'une des plus grandes populations de jeunes au monde, l'Inde est confrontée à une immense pression pour créer des opportunités de travail décent et juste. La transition vers l'énergie verte offre une opportunité de soutenir ces objectifs.

### Pourquoi une transition juste en Inde ?

**La CDN améliorée présente des engagements en matière de SLT :** L'engagement du gouvernement de l'Inde concernant le zéro émission nette d'ici 2070 a élevé le débat national autour des voies du zéro émission nette et d'une transition juste. Le gouvernement, dirigé par le ministère de l'Environnement, de la foresterie et du changement climatique, élabore actuellement une SLT qui devrait définir l'objectif de zéro émission nette de l'Inde. À la lumière de la CDN révisée de

## CALENDRIER DES POLITIQUES

Le **Plan d'action national sur le changement climatique** est lancé. Contient huit missions pour des actions prioritaires centrées sur l'adaptation et l'atténuation, l'efficacité énergétique et la conservation des ressources naturelles

2008

**Accord de Paris** ratifié

2016

**L'Agenda 2030 sur le climat et l'énergie propre entre l'Inde et les États-Unis** est établi afin de mobiliser des financements et d'accélérer le déploiement de l'énergie propre

2021

**CDN améliorée** soumise

2022

## ÉTUDE DE CAS SUR L'INDE

l'Inde, tous les États révisent actuellement leurs Plans d'action nationaux pour le climat. Les deux processus fournissent d'excellents points d'entrée pour défendre davantage les principes et les approches de la transition juste.

**Demande du gouvernement pour soutenir les régions charbonnières et les initiatives d'énergie renouvelable :** le gouvernement de l'Inde demande, de plus en plus, un soutien international pour favoriser des transitions justes dans les régions charbonnières. Plus précisément, le ministère du Charbon a demandé au PNUD de soutenir l'analyse des États houillers (ceux qui disposent de mines actives et fermées), afin de mieux comprendre la mise en œuvre des ODD et les opportunités de reconversion et de récupération des mines disponibles. De même, le ministère des Énergies nouvelles et renouvelables a exhorté les partenaires de développement à promouvoir les énergies renouvelables décentralisées et la solarisation dans les moyens de subsistance.

### Soutenir une transition juste en Inde

S'appuyant sur les relations fructueuses que le PNUD a développées dans les États du Jharkhand et de l'Odisha, la deuxième phase de la Promesse climatique soutiendra deux domaines de travail. Ceux-ci alimenteront la base de données probantes et les prescriptions politiques pour une transition juste par la reconversion, la création d'emplois verts et la collaboration avec le secteur privé.

Le premier domaine de travail soutiendra la promotion des technologies à faible émission de carbone, développera des programmes de formation à la certification solaire accrédités au niveau national, formera les jeunes et les groupes vulnérables aux programmes de certification solaire, et soutiendra les efforts de décarbonation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Le PNUD soutient l'énergie solaire par le biais de l'expansion des bornes de recharge des véhicules électriques (VE), l'installation de panneaux solaires dans les centres de santé gouvernementaux, et la promotion de l'entreposage frigorifique solaire dans les chaînes de valeur agricoles, en ciblant spécifiquement les groupes d'exploitants agricoles à la ferme.

Il est important de noter qu'une composante de ces initiatives consiste à examiner les compétences existantes et les lacunes en ce qui concerne le déploiement, l'exploitation et la maintenance des infrastructures d'énergie renouvelable. Par exemple, malgré l'existence d'un réseau actif de bornes de recharge accessibles au public, il n'y a que 970 bornes de recharge publiques pour VE en Inde par rapport au nombre requis de 400 000 afin de respecter les engagements pris pour 2026. Par conséquent, l'Inde a besoin d'une infrastructure de recharge étendue pour répondre à l'adoption croissante des VE et, parallèlement, de la capacité humaine pour installer et entretenir les stations.

Afin de remédier au déficit de compétences, le PNUD travaille avec l'agence gouvernementale, le Conseil national des compétences pour les emplois verts, au développement de quatre programmes de formation qualifiante dans les

infrastructures d'entreposage frigorifique à énergie solaire et de recharge des VE qui déboucheront sur une certification. Un millier de personnes seront certifiées et mises en relation avec les acteurs des chaînes de valeur de l'entreposage frigorifique et de la recharge des VE.

Le PNUD aide également les MPME à décarboner leurs activités. En Inde, les MPME sont un moteur essentiel de l'économie et jouent un rôle important dans le contexte des industries à forte intensité énergétique. Bien que leur consommation énergétique individuelle soit relativement faible, leur empreinte collective est considérable. L'accès limité aux dernières technologies rend le secteur vulnérable aux fluctuations des prix de l'énergie et donc à la compétitivité sur le marché mondial. Le soutien aux MPME facilitera la décarbonation de leurs activités en faisant connaître des technologies à haut rendement énergétique pour les moteurs, les chaudières et les fours à induction, ce qui contribuera à atteindre le double objectif : rendre l'économie plus verte et améliorer la compétitivité des MPME par la réduction des coûts de l'énergie. Ce soutien présente également un effet positif sur l'emploi, les entreprises étant plus susceptibles de fournir un emploi stable à plus de per-

sonnes que dans d'autres cas.

L'autre domaine de travail soutenu par le PNUD concerne l'élimination progressive du charbon et les répercussions sur le développement des compétences et les opportunités d'emploi. Dans le Jharkhand et l'Odisha, où les gouvernements des États ciblent les travailleurs non qualifiés du secteur du charbon et les groupes vulnérables vivant à proximité de mines abandonnées, le PNUD soutiendra des consultations approfondies avec les membres de la communauté, afin de mieux comprendre leurs besoins et leurs idées de professions potentielles une fois les mines fermées. Près de 2 000 personnes (en portant l'attention sur les ménages pauvres et dirigés par des femmes ainsi que les groupes socialement marginalisés) seront formées ou recyclées dans les chaînes de valeur ou les secteurs pertinents. Cette initiative recherche des partenariats avec des entreprises du secteur privé afin d'intensifier les programmes de développement des compétences dans les districts. Pour soutenir l'élaboration d'une base de données probantes et d'un plaidoyer autour d'une transition juste dans les régions charbonnières, le PNUD élaborera un livre blanc.



# Antigua-et-Barbuda

Maximiser les données et le dialogue pour une transition juste de l'ensemble de l'économie

DOMAINES DE SOUTIEN  
DU CADRE DU PNUD



## PROFIL SOCIO-ÉCONOMIQUE

PIB par habitant	14 900 \$ (2021) <sup>99</sup>
Population totale	98 728 (2021) <sup>100</sup>
Répartition des revenus/indice de Gini	Aucune donnée disponible
Pourcentage de la population en situation de pauvreté	18 (pauvres) ; 5 (en extrême pauvreté) (2016) <sup>101</sup>
Pourcentage de la population sans emploi	Adultes : 6 (2020) Jeunes : 26 (2020) <sup>102</sup>
Pourcentage de la population définie comme jeune (10-24 ans)	22 (2020) <sup>103</sup>
Pourcentage de la population jeune non scolarisée, sans emploi ni formation	18 (2020) <sup>104</sup>

## PROFIL CLIMATIQUE

Émissions totales <sup>105</sup>	1,22 MtCO <sub>2</sub> e (2019)
Pourcentage des émissions mondiales <sup>106</sup>	.002
Objectifs d'émission de la <u>CDN améliorée</u> (soumission en septembre 2021)	Objectifs conditionnels : 86 % de production d'énergie renouvelable à partir de ressources locales dans le secteur de l'électricité d'ici 2030 ; 100 % des ventes de véhicules neufs seront des véhicules électriques d'ici 2030 ; et 100 MW de capacité de production d'énergie renouvelable disponible sur le réseau d'ici 2030.
Pourcentage d'énergie provenant de combustibles fossiles	96,5 <sup>107</sup>
Secteurs contribuant le plus aux émissions	Secteurs de l'énergie et des transports <sup>108</sup>
Couverture du secteur de la CDN améliorée de l'atténuation/adaptation	Atténuation : énergie, déchets, AFAUT Adaptation : énergie, environnement, santé, eau
Ministère responsable de la mise en œuvre de la CDN	Département de l'environnement du ministère de la Santé
CDN améliorée alignée sur le plan de développement national	Oui, la CDN déclare que « la stratégie et les approches sont alignées sur les priorités de développement du pays et, le cas échéant, ont examiné une approche de mise en relation des secteurs de l'énergie et de l'agriculture, de l'énergie et du renforcement de la résilience, de l'énergie et des transports, ainsi que de dissociation de l'énergie de la croissance économique ».
Amélioration de l'alignement entre CDN et ODD	Oui, la CDN déclare que « les objectifs de la CDN sont alignés sur les objectifs de développement durable (ODD) importants, et les co-bénéfices ont été identifiés. La CDN soutient pleinement la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses 17 ODD ».
Aperçu de l'engagement d'adaptation de la CDN améliorée	Communication sur l'adaptation soumise à la CCNUCC en 2022

## ÉTUDE DE CAS SUR ANTIGUA-ET-BARBUDA

### Contexte national pour une transition juste

En tant que PEID, Antigua-et-Barbuda fait face à un risque substantiel pour son économie, ses infrastructures physiques et sa base de ressources naturelles en raison du changement climatique.

Bien que le pays contribue pour moins de 0,002 pour cent aux émissions mondiales de GES, il est disproportionnellement vulnérable aux chocs et aux changements environnementaux induits par le climat. L'élévation du niveau de la mer et les phénomènes météorologiques de plus en plus extrêmes, notamment l'intensification des ouragans et des sécheresses, constituent une réalité troublante pour une nation insulaire dont l'économie dépend du tourisme et dont les systèmes électriques sont mal prépa-

rés pour résister à de tels événements.

Les pertes et les dommages causés par des événements tels que l'ouragan Irma (qui, en 2017, a détruit 95 pour cent des structures de l'île de Barbuda, dont l'ensemble du système électrique avec les lignes aériennes, les générateurs diesel et les poteaux électriques)<sup>109</sup> ont détourné le financement du développement vers le relèvement et ont globalement affaibli la croissance économique.

Comme de nombreux autres pays des Caraïbes, le système électrique d'Antigua-et-Barbuda dépend des combustibles fossiles importés, les énergies renouvelables ne représentant que 3,5 pour cent de la production d'électricité.<sup>110</sup> Afin de réduire les émissions du pays et de renforcer la résilience au changement climatique, le gouvernement a fixé un objectif

de zéro émission nette dans sa CDN améliorée d'ici 2040. Pour y parvenir, le gouvernement développera les énergies renouvelables, soutiendra une transition énergétique socialement inclusive et assurera une transition juste de la main-d'œuvre.

La population d'Antigua-et-Barbuda réside en grande partie sur l'île d'Antigua. Bien que les taux d'espérance de vie, d'alphabétisation et de PIB par habitant soient relativement élevés, l'inégalité existe toujours. Avant la pandémie de COVID-19, la pauvreté et l'extrême pauvreté touchaient respectivement environ 18 pour cent et 5 pour cent de la population.<sup>111</sup> Toutefois, la baisse de l'activité économique causée par la pandémie de COVID-19 a considérablement aggravé la pauvreté<sup>112</sup> et une diminution de 20,7 pour cent de l'emploi actif a été estimée.<sup>113</sup>

Les jeunes, qui représentent près d'un quart de la population, sont confrontés à des taux de pauvreté et de chômage plus élevés que l'ensemble de la population. Les inégalités de genre persistent également : les ménages dirigés par une femme, par exemple, sont plus susceptibles d'être dans l'extrême pauvreté que les ménages dirigés par un homme, tandis que les jeunes femmes sont confrontées à des taux de chômage plus élevés que les jeunes hommes.<sup>114</sup>

### Pourquoi une transition juste à Antigua-et-Barbuda ?

**Engagement pour une transition énergétique :** Antigua-et-Barbuda dépend presque entièrement des combustibles fossiles pour répondre à ses besoins énergétiques. Comme d'autres na-

## CALENDRIER DES POLITIQUES

Lancement de la **politique énergétique nationale** (en cours de révision en 2022)

Lancement du **Plan de développement à moyen terme et du Plan de relance économique 2020**, fournissant un cadre politique favorable pour donner la priorité à l'action climatique

**CDN améliorée** soumise

2011

2016

2019

2021

2022

L'Accord de Paris est ratifié.

**La Feuille de route des énergies renouvelables** fournit des scénarios pour décarboner les secteurs de l'électricité et des transports.

**Communication sur l'adaptation** soumise à la CCNUCC décrivant comment les actions d'adaptation soutiendront la transition énergétique et la transition juste de la main-d'œuvre

## ÉTUDE DE CAS SUR ANTIGUA-ET-BARBUDA

tions insulaires des Caraïbes, 100 pour cent des produits pétroliers sont importés, ce qui représente 10 pour cent du PIB annuel d'Antigua et entraîne des coûts énergétiques élevés pour les Antiguais et des Barbudiens.<sup>115</sup> Certains groupes ont assumé ce coût plus que d'autres. Par exemple, des recherches menées par le Département de l'environnement démontrent que les ménages dirigés par des femmes consacrent une plus grande partie de leurs revenus à l'énergie que les hommes, ce qui augmente leur probabilité de tomber dans la pauvreté énergétique.<sup>116</sup> En outre, la vulnérabilité du système électrique aux dommages et aux interruptions de service dus aux catastrophes naturelles est élevée.

La transition vers un approvisionnement énergétique et un réseau plus résistants au climat est primordiale pour une production durable et afin de réduire le coût élevé pour les consommateurs. Les estimations de la voie de décarbonation d'Antigua-et-Barbuda suggèrent que les coûts énergétiques pourraient être ramenés de 0,15 cents USD par kilowattheure à 0,09 cents USD par kilowattheure.<sup>117</sup> Le gouvernement se concentre initialement sur les secteurs de l'électricité et des transports, les plus importants contributeurs de GES, où la transition énergétique vers une énergie 100 pour cent renouvelable réduira les émissions et créera l'environnement nécessaire à l'adoption à 100 pour cent des VE.

**Incidence de la transition énergétique sur la main-d'œuvre :** du point de vue de la main-d'œuvre, la transition énergétique aura une incidence significative sur les moyens de subsistance des travailleurs des industries dépendantes des combustibles fossiles. Cela s'étendra aux indus-

tries en aval qui soutiennent la production d'électricité et le transport routier. Néanmoins, comme indiqué dans la CDN améliorée, « la transition vers l'élimination progressive des combustibles fossiles peut devenir un puissant moteur de création d'emplois, d'amélioration des emplois, d'éradication de la pauvreté et de justice sociale, ainsi que de réduction du chômage des jeunes ». Alors que la CDN donne la priorité aux secteurs de l'énergie et des transports pour une transition juste, elle ciblera finalement l'ensemble de l'économie et inclura des secteurs critiques, tels que le tourisme.

**Environnement politique propice à une transition juste :** la CDN renforcée d'Antigua-et-Barbuda reconnaît les perturbations qu'entraînera une transition énergétique, car elle exigera un changement significatif des politiques et des infrastructures du pays. La CDN définit des actions spécifiques pour soutenir une transition juste de la main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie, comme la formation de la main-d'œuvre aux technologies d'atténuation, le soutien aux MPME pour entrer dans les chaînes de valeur des énergies renouvelables, le développement d'une approche sensible au genre pour une transition juste dans les secteurs de l'énergie et de la construction, le développement de nouveaux programmes de formation et d'entrepreneuriat, et l'opérationnalisation du Fonds-cadre pour les ressources insulaires durables en tant que mécanisme de financement axé sur les communautés vulnérables. La révision de la politique énergétique nationale offre également l'opportunité d'y intégrer les principes de transition juste. Alors que la CDN fournit le cadre de la transition juste, ces principes et approches sont de plus en plus intégrés dans d'autres politiques.

### Soutenir une transition juste à Antigua-et-Barbuda

Afin de faciliter les discussions sur les politiques stratégiques et la planification, le Département de l'environnement<sup>118</sup> a entrepris plusieurs études clés pour constituer la base de données probantes pour une transition juste. Celles-ci comprenaient une enquête nationale examinant les habitudes de dépenses des hommes et des femmes en matière d'atténuation, d'adaptation et de réponse au changement climatique, qui a révélé que les femmes dépensent plus en énergie et en mesures de réaction aux incidences

du changement climatique que les hommes.

Avec le soutien de la Promesse climatique du PNUD (ainsi que du Paquet d'amélioration de l'action climatique du Partenariat CDN et d'autres partenaires de mise en œuvre clés, tels que Climate Analytics), Antigua-et-Barbuda a entrepris une étude préliminaire qui a analysé les effets sur l'emploi de la transition vers une économie à faible émission de carbone, sur la base des objectifs de CDN proposés par le pays dans les secteurs de l'électricité et des transports. Sur la base d'une analyse des emplois dans les secteurs de l'électricité et des trans-



## ÉTUDE DE CAS SUR ANTIGUA-ET-BARBUDA

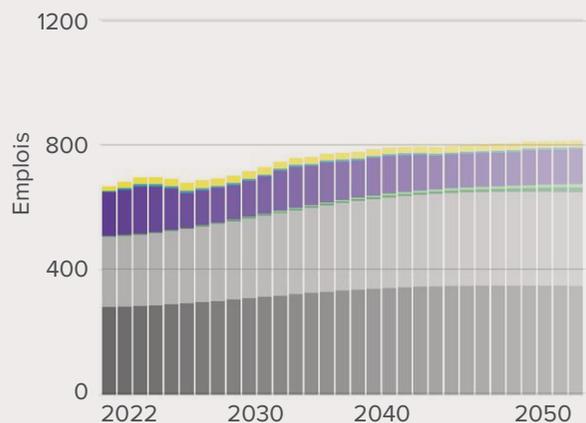
Figure 13

### Vers une transition juste de la main-d'œuvre : analyse de base pour les secteurs de l'électricité et du transport routier à Antigua-et-Barbuda

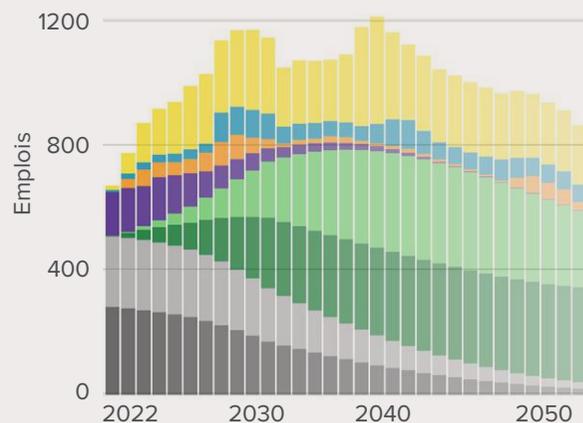
L'étude a fourni les résultats suivants : quantités substantielles d'installations d'énergie renouvelable et de stockage de batteries ainsi qu'une infrastructure de recharge de véhicules électriques) devrait créer de nouveaux emplois plus verts par rapport au statu quo, en remplacement des emplois liés au fossile. À plus long terme, lorsque les nouvelles infrastructures seront en grande partie construites, les emplois dans le domaine de l'exploita-

tion et de l'entretien, généralement moins intensifs en main-d'œuvre, seront prédominants. Dans le même temps, les effets d'apprentissage augmenteraient également la productivité au fil du temps, et les incidences sur l'emploi pourraient se stabiliser à un niveau plus modéré, similaire à l'emploi dans le statu quo ».

#### Scénario de statu quo – Emplois totaux dans l'électricité et le transport routier



#### Scénario de CDN – Emplois totaux dans l'électricité et le transport routier



- Approvisionnement en carburant pour les transports, stations-service et vente (véhicule à moteur à combustion interne)
- Réparation (véhicule à moteur à combustion interne)
- Vente et infrastructure de recharge de transport (VE)
- Réparation (VE)

- Usines de fioul lourd et générateurs diesel
- Batteries
- Éolien et énergie renouvelable distribuable
- Solaire photovoltaïque

ports réalisée par Climate Analytics, l'étude a formulé des recommandations clés afin d'élaborer un cadre politique pour une transition juste. La Figure 13 indique le nombre estimé d'emplois à créer dans les secteurs de l'électricité et du transport routier à la suite de la mise en œuvre de la CDN. Alors que les résultats de l'étude démontrent qu'il y aura une croissance positive de l'emploi dans certains domaines, tels que les emplois verts dans les systèmes et les infrastructures d'énergie renouvelable, d'autres emplois seront négativement affectés et des interventions spécifiques seront nécessaires afin de soutenir la transition des travailleurs vers de nouvelles industries. Il est important de noter que les inégalités de genre peuvent être traitées par des programmes ciblés. Par exemple, la transition offre une opportunité de faciliter les carrières techniques des femmes dans le secteur des énergies renouvelables.

Chacune de ces études a fourni des données et des informations solides qui ont contribué à l'élaboration de la CDN améliorée finale d'Antigua-et-Barbuda qui, de manière critique, a appliqué l'approche de transition juste à l'ensemble de l'économie et au secteur de l'électricité et des transports, en particulier. Les données ont également servi de base aux discussions politiques avec le gouvernement, la société civile et les parties prenantes du secteur privé, afin de sensibiliser à une transition juste et d'obtenir un soutien sectoriel pour adopter une telle approche. Bien que certaines parties prenantes aient adhéré au concept, comme cela était attendu, il existe des opinions divergentes sur ce que signifie une transition énergétique juste et sur la manière dont Antigua-et-Barbuda devrait y parvenir.

## ÉTUDE DE CAS SUR ANTIGUA-ET-BARBUDA

Afin de continuer à sensibiliser à une transition juste et à tenir compte de la diversité des opinions sur la manière d'y parvenir, le Département de l'environnement est en train de créer un groupe de travail sur la transition juste, avec le soutien du PNUD et de l'OIT. Composé de syndicats (Syndicat des travailleurs, Syndicats d'Antigua-et-Barbuda, Fédération des employeurs), d'associations d'employeurs, d'acteurs gouvernementaux (Département du travail, Département des finances, Département de l'agriculture, Département de l'énergie et Département du tourisme), d'institutions, de la Chambre de commerce et d'acteurs du secteur privé, le groupe de travail facilitera le dialogue visant à établir un consensus sur ce que signifie une transition juste pour Antigua-et-Barbuda.

Parmi les domaines clés que le groupe de travail soutiendra figurent les éléments suivants : une évaluation du modèle d'emplois verts pour les secteurs de l'énergie et des transports, une analyse des lacunes en matière de capacités pour les secteurs clés autres que l'énergie et les transports, une évaluation de l'incidence de la CDN sur le travail dans tous les secteurs, et la refonte potentielle des programmes d'enseignement technique et des instituts de formation professionnelle.

Parallèlement au soutien apporté au groupe de travail, le Département de l'environnement intègre l'approche de transition juste dans le processus de mise à jour de la CDN, dans l'élaboration de la stratégie d'adaptation et dans la récente [Communication sur l'adaptation](#) du pays à la CCNUCC. Pour les PEID, il est essentiel de lier la transition juste aux stratégies

d'adaptation. Il s'agit donc d'un développement important. En réalité, on considère que, dans un monde où l'atténuation ne se produit pas assez rapidement, des « stratégies d'adaptation justes » sont nécessaires pour les PEID, afin de gérer les conséquences environnementales et sociales accélérées du changement climatique.<sup>119</sup>

En portant l'attention sur l'ensemble de l'économie, le Département de l'environnement envisage d'élaborer une exigence/liste de contrôle pour tous les nouveaux projets, afin de s'assurer qu'ils s'alignent sur les principes de transition juste. De cette manière, le gouvernement ne considère pas une stratégie de transition juste comme un document politique autonome, mais souhaite la voir intégrée dans les stratégies et projets sectoriels.

Outre le Groupe de travail, le Département de l'environnement (avec le soutien de l'OIT) élabore une stratégie de communication sur la transition juste visant à sensibiliser le public. Cette stratégie mettra en évidence la façon dont l'économie d'Antigua-et-Barbuda a connu des périodes de transition vers de nouvelles voies de développement et de croissance, comme la transition réussie des îles d'une économie axée sur la production de sucre à une économie axée sur les télécommunications et le tourisme/les services. La communication mettra également l'accent sur le fait qu'une transition juste ne concerne pas seulement les compétences et la formation, mais qu'elle touche plus largement la vie des personnes, dans la façon dont les individus et les ménages s'adaptent au changement climatique en modifiant leurs modes de

consommation et leurs choix technologiques. Afin de cibler spécifiquement les jeunes, des stratégies de transition juste seront intégrées dans une stratégie nationale d'engagement des jeunes pour l'environnement et un plan d'action que le Département de l'environnement s'est engagé à développer avec l'UNICEF.



⑥

# Principaux enseignements tirés



© PNUD Iraq

Certains apprentissages communs ont émergé des études de cas de pays, qui peuvent être utiles à d'autres pays intéressés par le renforcement des approches de transition juste dans leur action climatique. Ces apprentissages ont été classés autour de domaines thématiques qui incluent la gouvernance, les données et les données probantes, l'engagement des parties prenantes, l'intégration et les finances.

## Gouvernance

### Un leadership institutionnel est nécessaire pour la coordination :

il est essentiel de disposer d'une institution gouvernementale pour diriger le travail de transition juste et faciliter une coordination solide. Sans cela, la transition juste peut devenir le problème de « tout le monde, mais de personne ».

### Le renforcement des capacités au niveau sectoriel est essentiel :

lors de l'introduction du concept de transition juste, il est essentiel de sensibiliser et de renforcer les capacités des institutions dans l'ensemble du gouvernement. Cela augmentera la participation et l'appropriation du processus. Ce point est particulièrement important pour les régions les plus touchées par la transition.

## Données et données probantes

### Des données concrètes sont essentielles pour plaider en faveur d'une transition juste et d'une prise de décision éclairée :

obtenir le soutien des ministères sectoriels et du secteur privé pour une transition juste nécessite de disposer de faits et de chiffres. Aborder ces acteurs sans une approche fondée sur des données probantes risque de bloquer la discussion. À l'inverse, présenter des données

probantes sur les avantages des scénarios de décarbonation ouvrira la voie à leur soutien.

## Engagement et responsabilisation des parties prenantes

### Inclure le secteur privé dès le commencement :

la transition vers une économie décarbonée nécessitera le soutien des entreprises de nombreux secteurs. Faire participer ces acteurs dès le début du processus démontrera qu'ils sont considérés comme des partenaires précieux.

### S'engager d'abord avec les parties prenantes qui le souhaitent :

inévitablement, une transition énergétique sera perturbatrice et suscitera donc la résistance de certains milieux, dont des entreprises ou des régions qui y voient une incidence financière importante. Afin de construire une base nationale de soutien, les gouvernements doivent d'abord travailler avec des acteurs qui voient la valeur et l'opportunité de passer à une économie verte et d'appliquer des approches de transition juste.

### Tenir compte des attitudes nationales à l'égard de l'égalité de genre :

la transition juste de la main-d'œuvre présente une pléthore d'opportunités pour ouvrir des secteurs et des chaînes de valeur qui ont généralement été dominés par les hommes par rapport à d'autres groupes. Les programmes qui ciblent les femmes pour le développement des compétences, par exemple, sont courants dans les pays qui poursuivent une transition juste. Pourtant, les normes et les attitudes concernant les rôles des hommes et des femmes dans la société pourraient limiter l'emploi des femmes dans ces domaines. Il est essentiel de comprendre et planifier la manière dont les inéga-

lés et les obstacles liés au genre peuvent être surmontés pour assurer une transition juste pour tous.

### Commencer par une vision commune :

pour réaliser une transition juste, il est essentiel que les parties prenantes partagent une compréhension commune de ce que signifie une transition énergétique juste et de certaines des voies pour y parvenir. L'absence de consensus constituera un obstacle à la collaboration.

### Le langage compte :

le langage utilisé pour traiter de la transition énergétique façonne inévitablement la perception des parties prenantes. Par exemple, la « sortie des énergies fossiles » est moins attrayante que la « transition énergétique verte ». De même, une pression pour réduire les « émissions de carbone » est moins attrayante qu'une pression pour réduire la « pollution par le carbone ». L'expérience démontre que l'expression « élimination progressive des combustibles fossiles » est souvent mal accueillie par le secteur du charbon, du pétrole et du gaz et crée des obstacles à une discussion productive. Toutefois, l'utilisation de l'expression « transition énergétique » aide à mettre l'accent sur les opportunités associées à l'adoption de technologies renouvelables.

## Intégration

### Ancrer une transition juste dans les approches sociales transversales existantes :

en reliant le programme de transition juste aux approches nationales existantes en matière d'inclusion sociale et d'équité, les pays peuvent contribuer à ancrer ces efforts et garantir que les avantages profitent aux personnes marginalisées et vulnérables, notamment la main-d'œuvre informelle.

### Identifier des stratégies pour concilier une transition juste avec la stabilité économique et la croissance :

aligner les politiques sectorielles existantes sur les plans et principes de transition juste constitue un enjeu, en particulier pour les secteurs à forte intensité de combustibles fossiles, car les stratégies de croissance sectorielle peuvent être en contradiction avec les principes de transition juste. Les pays doivent élaborer des plans de transition concrets (locaux) pour les régions dominées par les combustibles fossiles, avec des stratégies claires pour la diversification économique, la stabilité et la croissance.

### Intégrer les principes et approches de transition juste dans les stratégies et plans infranationaux sur le changement climatique :

l'intégration des principes et des approches de transition juste dans les stratégies et les plans locaux sur le changement climatique (tout en renforçant les capacités correspondantes des administrations locales) contribuera à garantir que les budgets sont alloués et que des mesures sont prises.

## Finance

### Regarder vers l'intérieur et vers l'extérieur pour faire face au coût d'une transition juste :

l'obtention de financements pour soutenir une transition juste constitue un enjeu généralisé. Bien qu'il existe des possibilités d'obtenir des financements internationaux, les pays doivent rechercher des mécanismes afin de renforcer le financement national des initiatives de transition juste.

7

# Conclusions



Sans réductions urgentes et drastiques des émissions de GES, les incidences du changement climatique continueront de s'amplifier. Les gros titres de l'actualité seront de plus en plus accaparés par des événements météorologiques extrêmes et leurs conséquences dévastatrices pour les populations du monde entier.

Le monde est au bord de la catastrophe climatique et les exigences imposées à tous les pays ne sont pas une mince affaire. Tous les gouvernements doivent transformer complètement leurs anciennes économies à fortes émissions en économies alimentées par une énergie propre.

Cette transformation sera disruptive et impactera certains plus que d'autres. Les gouvernements doivent gérer cette transformation, en

veillant à ce que toutes les communautés et tous les travailleurs soient accompagnés.

De très grandes opportunités existent. En réalité, à bien des égards, une transition juste est essentielle pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, en mobilisant le public, en soutenant la révolution des emplois verts et en favorisant des solutions locales contextualisées. C'est également l'occasion d'aborder les inégalités systémiques.

De plus en plus de pays reconnaissent les avantages et choisissent des voies de transition justes.

Les CDN et les SLT sont devenues des moyens clés par lesquels les gouvernements reconnaissent les principes d'une transition juste et les intègrent dans le procédé et la pratique.

Plus d'un tiers des pays font désormais référence à une transition juste dans leurs CDN améliorées. Il s'agit d'un développement important, car cela permet de garantir que les efforts sont holistiques, à l'échelle de l'économie et non politisés. Dans le même temps, le nombre d'initiatives mondiales et régionales en matière de transition juste augmente.

Toutefois, davantage peut être fait. Près des deux tiers des pays ne font pas encore référence à une transition juste dans leur CDN améliorée.

En outre, à ce jour, l'attention a été portée sur le secteur de l'énergie et les industries à prédominance masculine. Il existe cependant de très grands avantages dans la transition juste de tous les secteurs, y compris, notamment, l'agriculture et l'utilisation des terres.

Comment les gouvernements vont-ils donc de l'avant ? Les expériences de pays tels que la Serbie, l'Afrique du Sud, le Costa Rica, l'Inde et Antigua-et-Barbuda, entre autres, permettent de tirer des enseignements en matière de collecte de données probantes, d'engagement des parties prenantes et de financement pour une transition juste.

Nous vivons une période passionnante. En faisant les bons choix et en prenant les bonnes mesures, les pays peuvent tirer parti des avantages de l'action climatique, tout en partageant largement et équitablement les bénéfices avec toute la société.

Le PNUD est prêt à soutenir les pays qui souhaitent tirer le meilleur parti de ces opportunités.

# Endnotes

<sup>1</sup> CCNUCC, 2022. [Contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris. Rapport de synthèse du secrétariat de la CCNUCC.](#)

<sup>2</sup> Climate Change News, 2022. « [Grâce à la crise des combustibles fossiles, le délai de récupération de l'éolien et du solaire est réduit à un an](#) ».

<sup>3</sup> Politique climatique d'Oxford, 2021. [Guide de poche de l'ECBI des mesures d'intervention dans le cadre de la CCNUCC.](#)

<sup>4</sup> OIT, 2018. [Rendre l'économie plus verte avec les emplois – Perspectives sociales de l'emploi dans le monde 2018.](#)

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> [Résumé de l'OIT \(2022\)](#) sur le travail décent : « Le travail décent résume les aspirations des êtres humains au travail. Il regroupe l'accès à un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour tous, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes ».

<sup>7</sup> À des fins de comparaison, les soumissions de CDN et de SLT de l'UE ne sont pas incluses dans ce dénombrement. Ce rapport dénombre les soumissions individuelles de CDN améliorées et de SLT par les pays de l'UE.

<sup>8</sup> GIEC, 2022. Sixième rapport d'évaluation, [Changements climatiques 2022 : atténuation des changements climatiques \(Groupe de travail III\).](#)

<sup>9</sup> [Le traitement spécial et différencié \(TSD\)](#) fait référence à une caractéristique des Accords de l'OMC qui peut contenir des dispositions spéciales conférant aux pays en développement des droits spéciaux et donne aux pays développés la possibilité de traiter les pays en développement plus favorablement que les autres Membres de l'OMC. Des dispositions spéciales peuvent prévoir des délais plus

longs pour la mise en œuvre des Accords et des engagements ou des mesures visant à accroître les opportunités commerciales des pays en développement.

<sup>10</sup> FAO, 2020. [Annuaire statistique mondial de l'alimentation et de l'agriculture 2020.](#)

<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> PNUD, 2022. [Mesurer les incidences socio-économiques des politiques climatiques pour guider l'amélioration de la CDN et une transition juste.](#)

<sup>13</sup> OIT, 2018. [Perspectives sociales de l'emploi dans le monde 2018 : rendre l'économie plus verte avec les emplois.](#)

<sup>14</sup> IRENA, 2021. [Perspectives pour les transitions énergétiques mondiales : trajectoire vers l'objectif de 1,5 °C.](#)

<sup>15</sup> GIEC, 2022. Sixième rapport d'évaluation, [Changements climatiques 2022 : atténuation des changements climatiques \(Groupe de travail III\).](#)

<sup>16</sup> Ce point est toujours en cours de négociation par les membres du G20.

<sup>17</sup> Banque mondiale, 2022. [Données – PIB par habitant \(dollars américains courants\) – Serbie.](#)

<sup>18</sup> Institut de statistique de la République de Serbie, 2022. [Estimation de la population de la République de Serbie, 2021.](#)

<sup>19</sup> L'indice de Gini détermine dans quelle mesure la distribution des revenus (ou, dans certains cas, des dépenses de consommation) entre les personnes ou les ménages au sein d'une économie s'écarte d'une distribution parfaitement égale. Un indice de Gini de 0 représente une égalité parfaite, tandis qu'un indice de 100 implique une inégalité parfaite.

<sup>20</sup> Banque mondiale, 2022. [Données – Ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national \(% de la population\) – Serbie.](#)

<sup>21</sup> Institut de statistique de la République de Serbie, 2022. [Enquête sur la population active – T1 2022.](#)

<sup>22</sup> Union européenne, 2020. [Fiche pays sur la politique de la jeunesse en République de Serbie.](#)

<sup>23</sup> Banque mondiale, 2022. [Données – Part des jeunes non scolarisés, sans emploi ni formation, total \(pourcentage de la population jeune\) – Serbie.](#)

<sup>24</sup> Selon les données de [Climate Watch \(CAIT\)](#) de 2019, incluant l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et le secteur forestier.

<sup>25</sup> Ibid.

<sup>26</sup> IEA, 2019. [Serbie – Principales statistiques énergétiques, 2019.](#)

<sup>27</sup> USAID, 2017. [Fiche d'information sur les émissions de gaz à effet de serre : Serbie.](#)

<sup>28</sup> IEA, 2022. [Serbie – Principales statistiques énergétiques, 2019.](#)

<sup>29</sup> Poverty here is measured by the percentage of the population below the National Poverty Line.

<sup>30</sup> Banque mondiale, 2022. [Données – Ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national \(% de la population\) – Serbie.](#)

<sup>31</sup> L'indice de Gini de la Serbie est légèrement inférieur à 35 points, ce qui est plus élevé que la plupart des pays d'Europe centrale. À titre de comparaison, l'indice de Gini pour la République tchèque est de 25,3, pour la République slovaque de 23,2 et pour la Slovénie de 24,4.

<sup>32</sup> PNUD, 2021. [Rapport national sur le développement humain de la Serbie.](#)

<sup>33</sup> Ibid.

<sup>34</sup> Union européenne, 2020. Fiche pays sur la politique de la jeunesse en République de Serbie.

<sup>35</sup> Banque mondiale, 2022. [Données – Part des jeunes non scolarisés, sans emploi ni formation, total \(pourcentage de la population jeune\) – Serbie.](#)

<sup>36</sup> PNUD, 2021. [Rapport national sur le développement humain de la Serbie.](#)

<sup>37</sup> PNUD, 2021. [Amorcer la transition juste en Serbie : ne laisser personne de côté dans les régions et les communautés à forte intensité de charbon en Serbie.](#)

<sup>38</sup> Banque mondiale, 2021. [PIB par habitant – Afrique du Sud.](#)

<sup>39</sup> Département des statistiques, 2022. « 60,6 millions [de personnes](#) en Afrique du Sud ».

<sup>40</sup> OECD, 2022. [Inégalité des revenus \(indicateur\).](#)

<sup>41</sup> Taux de pauvreté déterminé à l'aide du seuil de pauvreté national.

<sup>42</sup> Banque mondiale, 2020. [Note sur la pauvreté et l'équité – Afrique du Sud – avril 2020.](#)

<sup>43</sup> Département des statistiques, 2022. [P0211 – Enquête trimestrielle sur la population active, premier trimestre de 2022.](#)

<sup>44</sup> Ibid.

<sup>45</sup> Statistiques de l'Afrique du Sud, 2022. [Estimations de la population en milieu d'année 2022.](#)

<sup>46</sup> Statistiques de l'Afrique du Sud, 2022. [Enquête trimestrielle sur la population active, premier trimestre de 2022.](#)

<sup>47</sup> Selon les données de [Climate Watch \(CAIT\)](#) de 2019, incluant l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et le secteur forestier.

<sup>48</sup> Ibid.

- <sup>49</sup> Transparence climatique, 2021. [Afrique du Sud – Rapport sur la transparence climatique : Comparaison de l'action climatique du G20 vers le zéro émission nette.](#)
- <sup>50</sup> Ibid.
- <sup>51</sup> Le Partenariat pour une transition juste est soutenu par : l'Afrique du Sud, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne.
- <sup>52</sup> Transparence climatique, 2021. [Afrique du Sud – Rapport sur la transparence climatique : Comparaison de l'action climatique du G20 vers le zéro émission nette.](#)
- <sup>53</sup> Ibid.
- <sup>54</sup> Moses, Eldridge, et al., 2017. [Une société divisée : comment la qualité inégale de l'enseignement limite la mobilité sociale en Afrique du Sud.](#)
- <sup>55</sup> Chatterjee, Aroop, et al., 2021. [La redistribution peut-elle suivre le rythme des inégalités ? Données probantes de l'Afrique du Sud, 1993-2019. World Inequality Lab – Document de travail n° 2021/20.](#)
- <sup>56</sup> [https://www.cif.org/sites/cif\\_enc/files/knowledge-documents/supporting\\_just\\_transitions\\_in\\_south\\_africa.pdf](https://www.cif.org/sites/cif_enc/files/knowledge-documents/supporting_just_transitions_in_south_africa.pdf)
- <sup>57</sup> Chatterjee, Aroop, et al., 2020. [Estimation de la répartition de la richesse des ménages en Afrique du Sud.](#)
- <sup>58</sup> Statistiques de l'Afrique du Sud, 2022. [Enquête trimestrielle sur la population active, premier trimestre de 2022.](#)
- <sup>59</sup> Par exemple, le Programme d'approvisionnement des producteurs indépendants d'électricité à partir des énergies renouvelables a relevé le seuil d'exemption de licence pour les projets de production intégrée de 1 MW à 100 MW, ce qui soutiendra la capacité éolienne et solaire.
- <sup>60</sup> Fonds d'investissement climatique, 2020. [Soutenir les transitions justes en Afrique du Sud – Étude de cas sur la transition juste – Septembre 2020.](#)
- <sup>61</sup> Ibid.
- <sup>62</sup> Banque mondiale, 2021. [PIB par habitant \(dollars américains courants\) – Costa Rica.](#)
- <sup>63</sup> Banque mondiale, 2021. [Population, total – Costa Rica.](#)
- <sup>64</sup> OECD, 2022. Inégalité des revenus (indicateur).
- <sup>65</sup> Institut national de la statistique et des recensements, 2022. [Enquête nationale auprès des ménages 2017-2021.](#)
- <sup>66</sup> Banque mondiale, 2021. [Chômage, total \(pourcentage de la population active totale\) \(estimation modélisée de l'OIT\) – Costa Rica.](#)
- <sup>67</sup> Institut national de la statistique et des recensements, 2018. [Statistiques démographiques. 2011 – 2025. Projections nationales. Population totale projetée au 30 juin par groupes d'âge, selon la région et le sexe de la planification.](#)
- <sup>68</sup> UNICEF, 2021. [Rapport annuel 2021 du bureau de pays.](#)
- <sup>69</sup> Selon les données de [Climate Watch CAIT](#) 2019, incluant l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et le secteur forestier.
- <sup>70</sup> Ministère de l'Environnement et de l'énergie et Institut national de météorologie, 2021. [Costa Rica 2021 : Inventaire national des gaz à effet de serre et absorption de carbone 1990-2017. Première édition.](#)
- <sup>71</sup> IRENA, 2021. Profil énergétique du Costa Rica.
- <sup>72</sup> Ministère de l'Environnement et de l'énergie et Institut national de météorologie, 2021. [Costa Rica 2021 : Inventaire national des gaz à effet de serre et absorption de carbone 1990-2017. Première édition.](#)
- <sup>73</sup> Centre national de contrôle de l'énergie. Institut de l'électricité du Costa Rica – CENCE, 2022. [Rapport et production d'énergie avec des sources renouvelables, Demand Care, 2021.](#)
- <sup>74</sup> Ministère de l'Environnement et de l'énergie, Institut national de météorologie, 2021. [Inventaire national des émissions de gaz à effet de serre \(INGEI 1990-2017\).](#)
- <sup>75</sup> Institut national de la statistique et des recensements, 2022. [Enquête nationale auprès des ménages 2017-2021.](#)
- <sup>76</sup> UNICEF, 2020. [Rapport annuel 2020 du bureau de pays.](#)
- <sup>77</sup> UNICEF, 2021. [Country Office Annual Report 2021.](#)
- <sup>78</sup> Ibid.
- <sup>79</sup> Banque mondiale, 2021. [PIB par habitant \(dollars américains courants\) – Inde.](#)
- <sup>80</sup> Banque mondiale, 2021. [Population, total – Inde.](#)
- <sup>81</sup> Banque mondiale, 2021. [Indice de Gini – Inde.](#)
- <sup>82</sup> Roy, Sutirtha Sinha et Roy van der Weide, 2022. [La pauvreté en Inde a diminué au cours de la dernière décennie, mais pas autant qu'on le pensait auparavant.](#) Document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale 9994.
- <sup>83</sup> Banque mondiale, 2021. [Chômage, total \(pourcentage de la population active totale\) \(estimation modélisée de l'OIT\) – Inde.](#)
- <sup>84</sup> Gouvernement de l'Inde, 2022. [La jeunesse en Inde, 2022.](#)
- <sup>85</sup> Ibid.
- <sup>86</sup> Selon les données de [Climate Watch \(CAIT\)](#) de 2019, incluant l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et le secteur forestier.
- <sup>87</sup> Ibid.
- <sup>88</sup> Ministère de l'Énergie, Gouvernement de l'Inde, 2022. [Aperçu du secteur de l'énergie dans l'ensemble de l'Inde.](#)
- <sup>89</sup> Selon les données de [Climate Watch \(CAIT\)](#) de 2019, incluant l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et le secteur forestier.
- <sup>90</sup> Secteurs d'atténuation basés sur la CDN prévue de l'Inde. La CDN améliorée de l'Inde déclare que, sauf indication contraire, les secteurs de sa CDN prévue sont applicables à sa CDN améliorée.
- <sup>91</sup> Nations Unies, 2022. [Perspectives de la population mondiale 2022.](#)
- <sup>92</sup> Ministère de l'Énergie, Gouvernement de l'Inde, 2022. [Aperçu du secteur de l'énergie dans l'ensemble de l'Inde.](#)
- <sup>93</sup> IEA, 2021. Charbon 2021. [Analyse et prévisions jusqu'en 2024.](#)
- <sup>94</sup> Roy, Sutirtha Sinha et Roy van der Weide, 2022. [La pauvreté en Inde a diminué au cours de la dernière décennie, mais pas autant qu'on le pensait auparavant.](#) Document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale 9994.
- <sup>95</sup> OXFAM, 2022. [« L'Inde : une extrême inégalité des chiffres ».](#)
- <sup>96</sup> NITI Aayog, 2021. [Rapport de référence sur l'indice national de pauvreté multidimensionnelle de l'Inde basé sur NFHS-4 \(2015-16\).](#)
- <sup>97</sup> Ibid.
- <sup>98</sup> Forest, 2021. [Les cinq R : résumé pour les parties prenantes.](#)
- <sup>99</sup> Banque mondiale, 2019. [PIB par habitant \(dollars américains courants\) – Antigua-et-Barbuda.](#)
- <sup>100</sup> Banque mondiale, 2021. [Population, total – Antigua-et-Barbuda.](#)
- <sup>101</sup> UNICEF, 2021. [FICHE D'INFORMATION. Génération illimitée : le bien-être des jeunes à Antigua-et-Barbuda.](#)
- <sup>102</sup> Ibid.
- <sup>103</sup> Ibid.
- <sup>104</sup> Ibid.
- <sup>105</sup> Selon les données de [Climate Watch \(CAIT\)](#) de 2019, incluant l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et le secteur forestier.
- <sup>106</sup> Ibid.
- <sup>107</sup> IRENA, 2021. [Antigua-et-Barbuda : Feuille de route des énergies renouvelables, Agence internationale pour les énergies renouvelables.](#)
- <sup>108</sup> Climate Analytics, 2020. [Rapport national sur la réduction des gaz à effet de serre d'Antigua-et-Barbuda.](#)
- <sup>109</sup> IRENA, 2021. [Antigua-et-Barbuda : Feuille de route des énergies renouvelables.](#)
- <sup>110</sup> Ibid.
- <sup>111</sup> UNICEF, 2021. [FICHE D'INFORMATION. Génération illimitée : le bien-être des jeunes à Antigua-et-Barbuda.](#)
- <sup>112</sup> Ibid.
- <sup>113</sup> Banque Caribéenne de Développement, 2020. [Examen économique du pays d'Antigua-et-Barbuda 2020.](#)

- <sup>114</sup> UNICEF, 2021. [FICHE D'INFORMATION. Génération illimitée : le bien-être des jeunes à Antigua-et-Barbuda.](#)
- <sup>115</sup> IRENA, 2021. [Les énergies renouvelables peuvent réduire les coûts énergétiques et renforcer la sécurité énergétique à Antigua-et-Barbuda.](#)
- <sup>116</sup> Recherche interne du gouvernement d'Antigua-et-Barbuda, Département de l'environnement, 2021.
- <sup>117</sup> IRENA, 2021. [Les énergies renouvelables peuvent réduire les coûts énergétiques et renforcer la sécurité énergétique à Antigua-et-Barbuda.](#)
- <sup>118</sup> Le Département de l'environnement est une agence gouvernementale au sein du ministère de la Santé, du bien-être et de l'environnement du gouvernement d'Antigua-et-Barbuda. Sa mission générale est de fournir des conseils techniques sur l'environnement ainsi que de concevoir et de mettre en œuvre des projets au nom du gouvernement et de la population d'Antigua-et-Barbuda. Le Département de l'environnement est le point de liaison national pour les accords multilatéraux sur l'environnement auxquels le pays est partie, y compris l'Accord de Paris.
- <sup>119</sup> Bishop, Matthew et al., 2021. [Transitions justes dans les petits États insulaires en développement \(PEID\). The British Academy, Londres.](#)

# Note méthodologique

Dans l'analyse de ce rapport, les CDN améliorées et les SLT qui font explicitement référence au terme « transition juste » sont comptabilisées comme faisant référence à la transition juste. Les CDN et les SLT qui font des références indirectes aux thèmes de la transition juste, mais n'utilisent pas le terme « transition juste », ne sont pas comptabilisées.

Pour analyser les CDN/SLT, dans un premier temps, des recherches par mots clés ont été utilisées pour évaluer si les CDN améliorées et les SLT faisaient explicitement référence au terme « transition juste ». L'analyse comprenait toutes les CDN améliorées et les SLT soumises au 31 octobre 2022. Aux fins des comparaisons entre pays, les soumissions de CDN et de SLT de l'UE n'ont pas été incluses dans le dénombrement. Au lieu de cela, ce rapport ne prend en considération que les soumissions individuelles des pays de l'UE.

Pour les pays dont les CDN/SLT incluaient explicitement le terme « transition juste » (voir les listes ci-dessous), une analyse plus approfondie a été entreprise afin d'évaluer comment le sujet était traité dans les CDN améliorées/SLT res-

pectives. Il s'agissait notamment de savoir si la transition juste était référencée en relation avec le genre, la jeunesse, l'enseignement/la formation/le développement des compétences de la main-d'œuvre, l'incidence socio-économique de la transition, les plans de diversification économique, les mesures et les actions concrètes sur la transition juste, et les ODD.

Les études de cas de pays reposent sur des données, des informations et des idées recueillies lors d'entretiens avec les bureaux de pays du PNUD et leurs homologues gouvernementaux.

Concernant les 34 pays et territoires où le PNUD apporte un soutien direct aux efforts de transition juste, ce soutien a été classé selon les quatre principaux points d'entrée du Cadre du PNUD pour l'intégration de la transition juste dans les CDN et les SLT.

<p>Pays et territoires faisant explicitement référence à la transition juste dans les CDN améliorées (n = 65)</p>	<p>Albanie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Autriche, Belgique, Belize, Bulgarie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Dominique, République dominicaine, Égypte, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Islande, Indonésie, Irlande, Italie, Kenya, Corée (Rép. de), Lettonie, Liban, Liberia, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mauritanie, Maurice, Monténégro, Namibie, Pays-Bas, Nigeria, Macédoine du Nord, Norvège, Oman, Pakistan, Palestine (territoire occupé), Paraguay, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Suriname, Suède, Royaume-Uni, Ukraine et Zimbabwe.</p>
<p>Pays faisant explicitement référence à la transition juste dans les SLT (n = 29)</p>	<p>Autriche, Belgique, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, Finlande, France, Hongrie, Islande, Indonésie, Japon, Corée (Rép. de), Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Nouvelle-Zélande, Nigeria, Macédoine du Nord, Norvège, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Thaïlande et Uruguay.</p>
<p>Pays faisant explicitement référence à la transition juste dans les CDN améliorées et les SLT (n = 24)</p>	<p>Autriche, Belgique, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, Finlande, France, Hongrie, Islande, Indonésie, Corée (Rép. de), Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Nigeria, Macédoine du Nord, Norvège, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud et Espagne.</p>



Programme des Nations Unies pour le développement  
304 E 45th Street, New York, NY 10017

[www.undp.org/fr](http://www.undp.org/fr)

[@PNUDfr](https://twitter.com/PNUDfr)

[climatepromise.undp.org/fr](http://climatepromise.undp.org/fr)

[@UNDPClimate](https://twitter.com/UNDPClimate)



Supported by:



on the basis of a decision  
by the German Bundestag



From  
the People of Japan



Co-funded by  
the European Union



UK Government



Government of Iceland  
Ministry for Foreign Affairs



+ UNDP's  
Core Donors